



# **SURVEYFERT sa**

## **LOGISTIQUE PORTUAIRE**

**SURVEYFERT Petit-Couronne (76)**

**Station de transit de produits minéraux**

**Dossier d'Enregistrement ICPE au titre de  
la rubrique 2517-1**

**08.04.2019**

## GRILLE DE REVISION

Indice	Chapitre	Page	Modifications
A	-	-	Diffusion initiale
B	-	-	Mise à jour Dossier
C	-	-	Mise à jour Dossier 30/04/19

### Résumé du document

Le présent document constitue le dossier d'Enregistrement ICPE de la société SURVEYFERT pour le projet de construction de deux nouveaux magasins de transit de produits minéraux (activité visée par la rubrique 2517 de la Nomenclature des ICPE) dans la zone portuaire de Petit-Couronne (76), Quai de Petit-Couronne (QPC).

Il présente les caractéristiques du projet, les mesures envisagées pour supprimer, limiter ou compenser les nuisances et pollutions susceptibles de résulter de l'exploitation de l'installation ainsi que les dispositions prévues en cas de sinistre.

**Adresse de l'établissement objet de l'enregistrement** : Boulevard Maritime, Quai de Petit-Couronne (QPC), 76650 Petit-Couronne

**Contact :**

**Fabrice TARDY**

Directeur Général de SURVEYFERT SA

Téléphone : 02.31.89.71.86

Télécopie : 02.31.89.71.87

Mail : ftardy@orange.fr

## Sommaire

<b>1. OBJET.....</b>	<b>7</b>
<b>2. ABREVIATIONS ET ACRONYMES .....</b>	<b>9</b>
<b>3. DOCUMENTS APPLICABLES.....</b>	<b>9</b>
<b>4. DOCUMENTS DE REFERENCE .....</b>	<b>10</b>
<b>5. PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE ET DE SES ACTIVITES</b>	<b>11</b>
5.1. Identification du demandeur .....	11
5.2. Capacité technique et financière (P.J. n°5) .....	11
5.2.1. Capacité technique.....	11
5.2.2. Capacité financière .....	12
5.3. Localisation de l'établissement concerné par la présente demande .....	12
5.4. Environnement proche du site.....	16
5.5. Voies de communications .....	16
5.6. Urbanisme .....	17
5.6.1. Règlement d'urbanisme .....	17
5.6.2. Servitudes et contraintes techniques .....	19
5.6.3. Captage eau potable .....	19
5.6.4. Risques naturels et technologiques .....	19
5.7. Accessibilité au site .....	24
5.8. Communes concernées par l'information au public .....	25
5.9. Nature et volume des activités .....	26
5.9.1. Situation actuelle .....	26
5.9.2. Projet de construction de deux magasins de transit de produits minéraux.....	26
5.9.3. Caractéristiques des produits objets de présent enregistrement.....	33
5.10. Effectif et rythme de travail.....	34
<b>6. ACTIVITES DU SITE VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE .....</b>	<b>35</b>

<b>7.</b>	<b>POSITIONNEMENT DU PROJET PAR RAPPORT A LA NOMENCLATURE IOTA.....</b>	<b>39</b>
<b>8.</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE.....</b>	<b>42</b>
8.1.	Evacuation des produits dangereux et des déchets .....	42
8.2.	Démantèlement des matériels et des bâtiments et Maintien de la pérennité .....	42
8.3.	Surveillance de l'installation .....	43
8.4.	Réinsertion du site dans son environnement .....	43
8.5.	Usage futur du site .....	43
<b>9.</b>	<b>SITUATION PAR RAPPORT AUX ZONES PROTEGEES.....</b>	<b>44</b>
9.1.	Zones NATURA 2000.....	44
9.1.1.	Définition des zones .....	44
9.1.2.	Zones Natura 2000 présentes autour du site.....	44
9.2.	Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) .....	48
9.3.	Patrimoine culturel et historique .....	50
9.4.	Archéologique.....	51
9.5.	Espaces protégés.....	51
<b>10.</b>	<b>COMPATIBILITE AVEC LES DIVERS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES.....</b>	<b>52</b>
10.1.	Conformité par rapport au SDAGE.....	52
10.2.	Conformité par rapport au SAGE .....	53
10.3.	Conformité par rapport au PDEDMA.....	53
<b>11.</b>	<b>NOTICE DES IMPACTS .....</b>	<b>55</b>
11.1.	Contexte géographique .....	55
11.2.	Contexte Physique .....	55
11.2.1.	Topographie .....	55
11.2.2.	Sols et sous-sol .....	55
11.3.	Eaux .....	55
11.4.	Air .....	57
11.5.	Déchets .....	57
11.6.	Bruit/vibration.....	57

<b>12. DISPOSITIONS PREVUES EN CAS DE SINISTRE.....</b>	<b>59</b>
12.1. Mesures de prévention.....	59
12.1.1. Interdiction de fumer.....	59
12.1.2. Permis de feu – Plan de prévention .....	59
12.1.3. Contrôle des équipements .....	59
12.1.4. Surveillance du site .....	59
12.1.5. Procédure de nettoyage .....	59
12.2. Mesures de protection.....	60
12.2.1. Incendie .....	60
12.2.2. Moyens pour agir en cas de déversement .....	60
<b>13. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SITE.....</b>	<b>61</b>
13.1. Compatibilité du projet avec le PLU de Petit-Couronne (P.J. n°4).....	61
13.2. Compatibilité du projet avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 (rubrique 2517) (P.J. n°6).....	69
<b>14. DEMANDE D'AMENAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES.....</b>	<b>103</b>
14.1. Demande de dérogation à l'article R.512-46-4 du Code de l'environnement .....	103
14.2. Demande de dérogation à l'article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013 .....	103
 <b>ANNEXE 1 PLAN A L'ECHELLE 1/25000 (P.J. N°1)</b>	
 <b>ANNEXE 2 : PLAN A L'ECHELLE 1/2500 (P.J. N°2)</b>	
 <b>ANNEXE 3 : PLAN D'ENSEMBLE A L'ECHELLE 1/500 (P.J. N°3)</b>	
 <b>ANNEXE 4 : RECEPISSE DE DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE (P.J.10)</b>	
 <b>ANNEXE 5 : DIMENSIONNEMENT SEPARATEUR HC</b>	
 <b>ANNEXE 6 : METEOROLOGIE</b>	
 <b>ANNEXE 7 : METHODE DES PLAQUETTES</b>	

**ANNEXE 8 : POINTS DE PRELEVEMENTS DES POUSSIÈRES**

**ANNEXE 9 : DEMANDES AVIS PROPRIÉTAIRE ET MAIRIE (P.J. N°8 ET 9)**



## 1. OBJET

La société SURVEYFERT est une PME Rouennaise spécialisée dans la logistique portuaire et maritime fondée en 1990.

Elle a développé ses activités :

- dans la manutention de vrac solide tel que les engrais, les minéraux industriels, la biomasse et les produits agro-alimentaires (matières premières pour l'alimentation animale) ;
- dans les opérations de stockage, d'ensachage, d'empotage et dépotage de conteneurs pour le bois et autres produits manufacturés.



**Figure 1 : Manutention portuaire et fluviale**

La société SURVEYFERT est actuellement implantée à Petit-Couronne, Honfleur et Saint-Aubin-les-Elbeuf.

Le présent document constitue le **dossier d'enregistrement** de la société SURVEYFERT pour son projet d'extension de son aire de transit de produits minéraux sur la plateforme logistique Quai de Petit-Couronne (QPC) du Grand Port Maritime de Rouen (GPMR). Le projet comprend la construction de deux magasins à plat, le premier de 4 230 m<sup>2</sup> et le second de 5 170 m<sup>2</sup>.

Ce projet d'extension est visé par la **rubrique 2517** de la Nomenclature des ICPE.

Le site est situé sur la commune de Petit-Couronne dans le département de la Seine-Maritime (76).

Le présent enregistrement a été établi en application des articles L. 512-7 à L.512-7-7 et R. 512-46 du Code de l'environnement [DA1, DA2] relatifs aux ICPE. Il présente les caractéristiques du projet, les mesures envisagées pour supprimer, limiter ou compenser les nuisances et pollutions

susceptibles de résulter de l'exploitation de ces installations ainsi que les dispositions prévues en cas de sinistre.

Cette demande est associée à une demande de permis de construire dont le récépissé de dépôt est disponible en annexe.



## 2. ABREVIATIONS ET ACRONYMES

C	Conforme
D	Déclaration
DC	Déclaration à Contrôle périodique
FDS	Fiche de Données de Sécurité
E	Enregistrement
GPMR	Grand Port Maritime de Rouen
Hab.	Habitant
HC	Hydrocarbure
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISPS	International Ship and Port Security
NC	Non Conforme
PLU	Plan Local d'Urbanisme
QPC	Quai de Petit-Couronne
SO	Sans Objet

## 3. DOCUMENTS APPLICABLES

[DA1]	Articles L. 512-7 à L.512-7-7 du Code de l'environnement
[DA2]	Articles R. 512-46 et suivants du Code de l'environnement
[DA3]	Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de

l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## 4. DOCUMENTS DE REFERENCE

- [DR1] <http://www.geoportail.fr>
- [DR2] <http://www.cadastre.gouv.fr>
- [DR3] <http://infoterre.brgm.fr>
- [DR4] <http://inpn.mnhn.fr/accueil/index>

## 5. PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE ET DE SES ACTIVITES

### 5.1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

<b>Raison sociale</b>	SURVEYFERT
<b>Forme juridique de la société</b>	Société Anonyme (S.A.)
<b>Adresse du siège</b>	Z.I. du Port Angot – rue Joliot-Curie 76 410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
<b>Capital</b>	226 000,00 € (fixe)
<b>Signataire de la demande</b>	Fabrice TARDY
<b>Qualité du Signataire de la demande</b>	Directeur Général
<b>SIRET</b>	379 245 111 00032
<b>Code APE</b>	5224A – Manutention portuaire
<b>Effectif</b>	45 salariés
<b>Personne chargée du suivi du dossier</b>	Fabrice TARDY Directeur Général
<b>Téléphone</b>	02.31.89.71.86
<b>Télécopie</b>	02.31.89.71.87
<b>Adresse électronique</b>	<a href="mailto:ftardy@orange.fr">ftardy@orange.fr</a>

### 5.2. CAPACITE TECHNIQUE ET FINANCIERE (P.J. N°5)

#### 5.2.1. Capacité technique

La société SURVEYFERT dispose d'un retour d'expérience de plus de 20 ans dans les activités de transits portuaires. Elle dispose des personnels, outils et infrastructures nécessaires à la réalisation de son activité.

### 5.2.2. Capacité financière

Le tableau suivant présente les données financières de la société SURVEYFERT sur les 3 derniers exercices :

**Tableau 1 : Capacité financière**

	2015	2016	2017
<b>Chiffre d'affaires (€)</b>	5 457 669,79	5 716 175,08	7 207 338,39
<b>Résultat net (€)</b>	191 621,63	107 612,34	191 102,28
<b>Fonds propres (€)</b>	2 270 256,22	2 377 868,56	2 447 959,84

### 5.3. LOCALISATION DE L'ETABLISSEMENT CONCERNE PAR LA PRESENTE DEMANDE

<b>Région</b>	Haute-Normandie
<b>Département</b>	Seine-Maritime (76)
<b>Commune</b>	Petit-Couronne (76 650)
<b>Adresse</b>	Boulevard Maritime, Quai de Petit-Couronne 76 650 Petit-Couronne, Normandie, France Grand Port Maritime de Rouen
<b>Coordonnées Lambert II étendu [DR1]</b>	X ~ 1 555 884 m Y ~ 9 133 930 m Z ~ 6 m NGF
<b>Cadastre</b>	Petit-Couronne Section : AB Parcelles : en cours de renumérotation

<b>Plan Local d'Urbanisme (PLU)</b>	Zone UY : zone d'industrie peu nuisante destinée aux activités portuaires
-------------------------------------	---

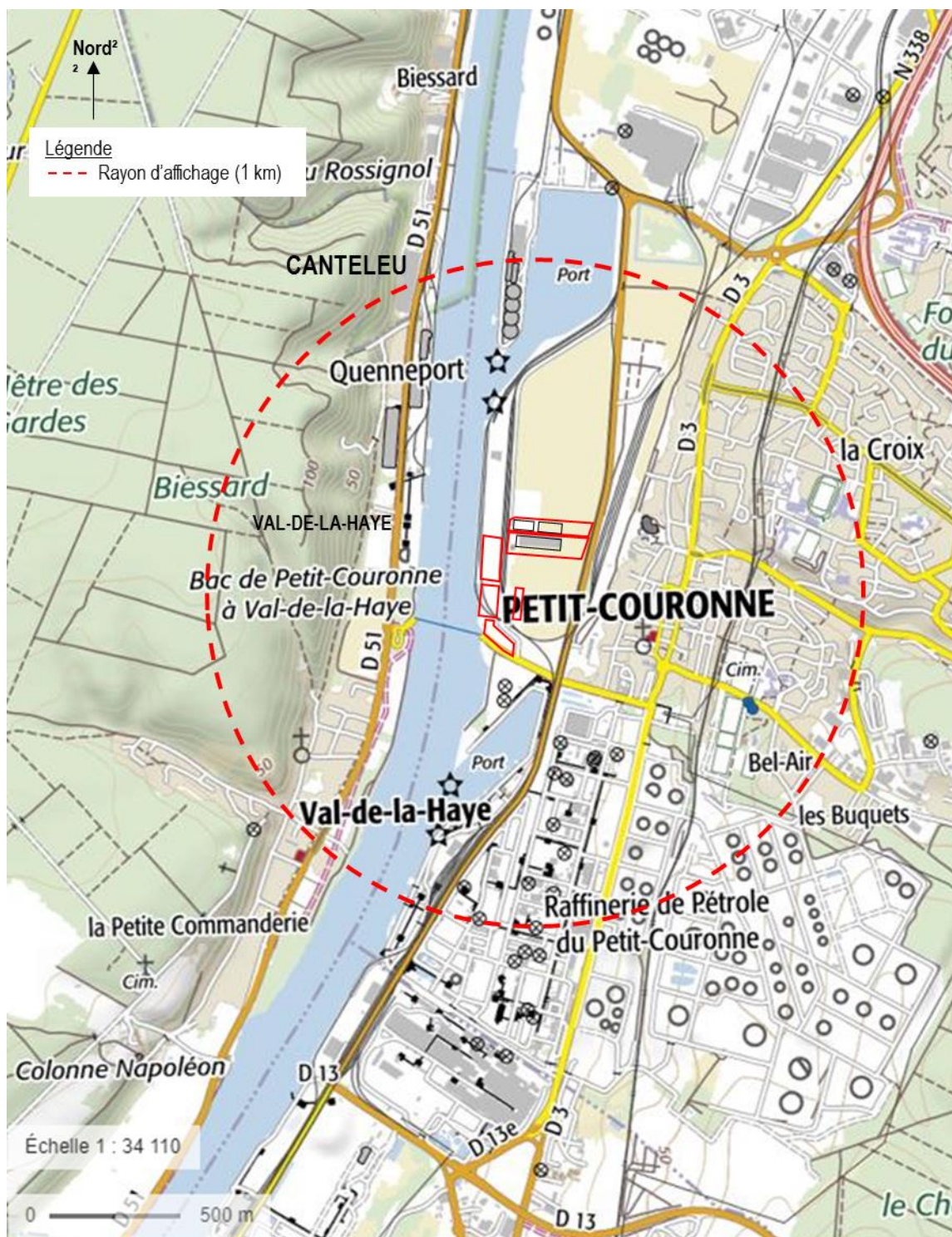
La localisation du site SURVEYFERT de Petit-Couronne est représentée par un périmètre rouge sur la carte ci-après (source : Géoportail 08/04/2019).

Le cercle rouge représente la limite du rayon d'affichage (1 km).

Un exemplaire du dossier d'enregistrement devra être fourni aux communes de :

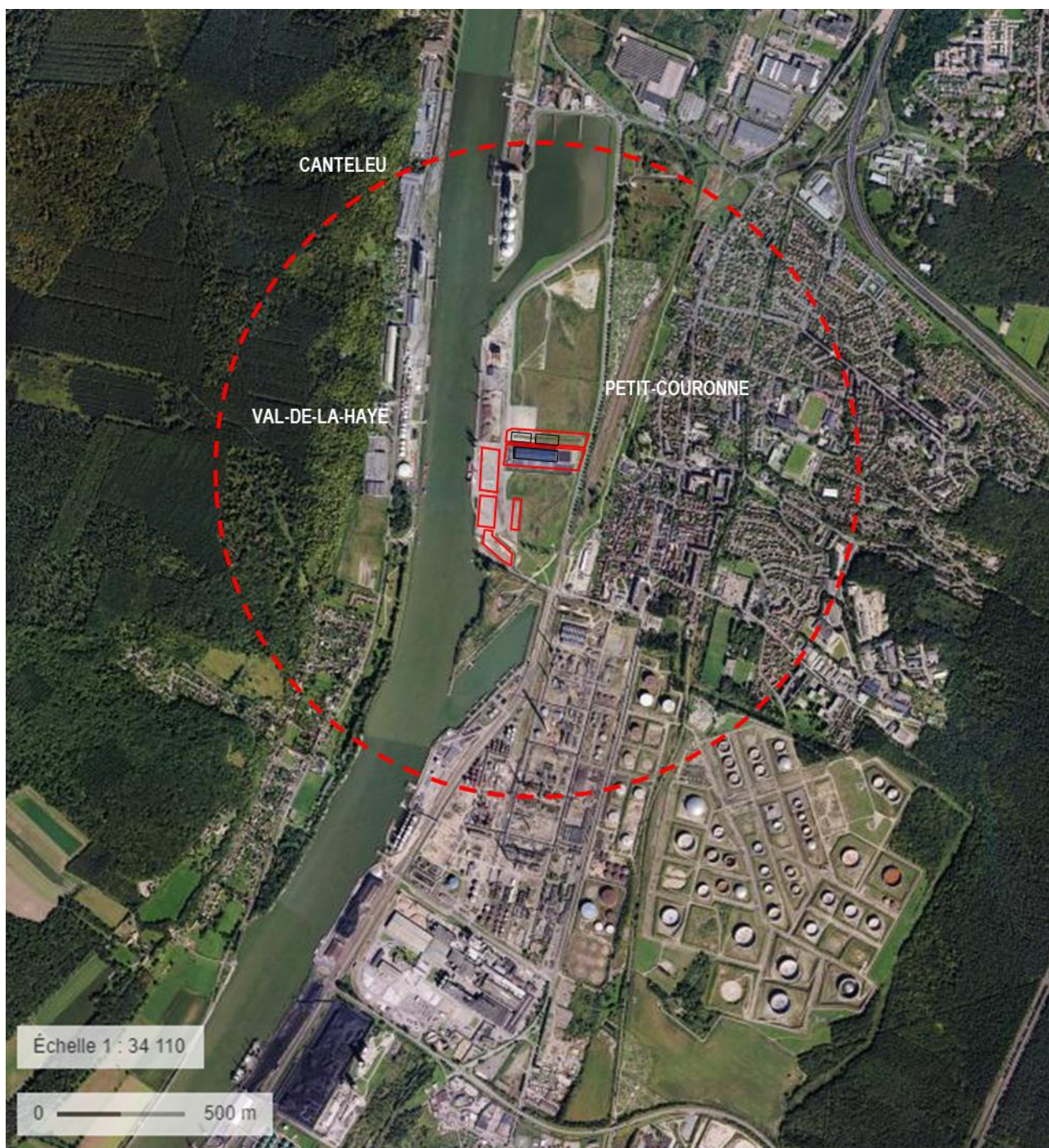
- Petit-Couronne ;
- Val-de-la-Haye ;
- Canteleu.





**Figure 2 : Plan de situation du site SURVEYERT de Petit-Couronne –  
 Rayon d'1 km – Echelle : 1 / 25 000°**





**Figure 3 : Vue aérienne (source Géoportail)**



#### 5.4. ENVIRONNEMENT PROCHE DU SITE

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne est situé sur la plateforme logistique portuaire QPC du GPMR.

A l'ouest se trouve la Seine.

Au nord et au sud, se trouvent des parcelles du GPMR.

A l'est, le site est séparé des zones résidentielles de Petit-Couronne par la gare de triage ferroviaire fret de Petit-Couronne et par le boulevard Maritime.

#### 5.5. VOIES DE COMMUNICATIONS

##### Voie Routière

Le site est implanté sur la zone portuaire de la commune de Petit-Couronne. La seule voie d'accès à cette zone est le boulevard Maritime. Il n'y a pas de comptage disponible pour cet axe.

Plus à l'Est de la zone, les voies de circulation RD3 et RN338 traversent la commune.

A l'Ouest, la route RD51 longe la Seine sur la rive opposée au site.

Le trafic routier sur ces axes est repris dans le tableau suivant :

Axe routier	Trafic journalier	Distance par rapport au site
RD 3	8 719 véhicules (dont 2,7 % de poids lourds) en 2015	~ 1 km à l'Est
N 338 (voie rapide Sud 3)	50 896 véhicules (dont 7,2 % de poids lourds) en 2015	~ 1 km au Nord-Est
RD51	723 véhicules en 2015	~ 360 m à l'Ouest

[Source : conseil général de Seine-Maritime – carte des comptages 2015]

##### Voie Ferrée

Une voie ferrée dessert la zone portuaire. Le réseau appartient au GPMR, il n'est utilisé que pour du fret de marchandise. Cette ligne ne constitue pas une ligne de train-voyageurs.

##### Voie Fluviale

Le site est implanté en bordure de la Seine, fleuve très emprunté pour le transport de marchandises.

Le trafic de marchandises du GPMR est donné dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : Trafic de marchandises**

Type de trafic	2016	2017
<b>TRAFIC MARITIME</b>		
VRAC LIQUIDES (en million de tonnes)	9,94	9,67
dont produits raffinés	6,63	6,68
VRAC SOLIDES (en million de tonnes)	9,74	8,84
dont céréales	7	5,48
dont charbon	0,3	0,23
dont agrégats	0,33	0,38
CONTENEURS (en million de tonnes)	0,68	0,63
papetiers, métallurgies, forestiers	0,66	0,69
<b>TOTAL EN MILLIONS DE TONNES</b>	<b>21,02</b>	<b>19,84</b>
CONTENEURS (en million d'EVP)	0,088	0,087
Paquebots (nombre de passagers)	32 334	50 154
Paquebots (nombre d'escales)	58	70
<b>ACTIVITE FLUVIALE</b>		
Activité tous trafic en million de tonnes	5,001	4,5
Activités conteneurs en millions d'EVP	0,067	0,065
Activités conteneurs Mer + Fleuve en million d'EVP	0,155	0,152
<b>ACTIVITE FERROVIAIRE</b>		
Activité tous trafic en million de tonnes	1,065	1,005
Activité conteneurs en millions d'EVP	0	0

**Source : statistiques du port de Rouen 2017 – <http://www.haroports.com>**

## 5.6. URBANISME

### 5.6.1. Règlement d'urbanisme

La commune de Petit-Couronne est dotée d'un PLU approuvé en date du 22 décembre 2003. La dernière modification en date du PLU a été approuvée le 8 février 2017.

Le site SURVEYVERT de Petit-Couronne est situé en zone UY et UYse de ce PLU, qui correspond à la zone portuaire :

« La zone UY est une zone d'industries peu nuisantes. Elle correspond aux terrains situés en bord de Seine destinés aux activités portuaires liées au fleuve. Cette zone est impactée par les zones de dangers des établissements industriels de Grande Paroisse (Le Grand-Quevilly), Rubis Terminal (Le Grand-Quevilly), et Simarex et comprend trois sous-secteurs UYs, UYse et UYa frappés par les contraintes liées aux risques technologiques dus à la présence des établissements classés.

Ces sous-secteurs correspondent respectivement aux périmètres SEVESO Z1, Z2 et Z3. »

Les installations classées sont autorisées, de même que les silos de plus de 20 m de hauteur.

L'analyse de conformité du projet par rapport au règlement du PLU est présentée au chapitre 13.1.



### 5.6.2. Servitudes et contraintes techniques

Des servitudes d'utilité publiques (limitations administratives au droit de propriété instituées au bénéfice de personnes publiques) se superposent au zonage défini par le PLU sur le territoire de Petit-Couronne. Il s'agit :

- Espace Boisé Classé (EBC) : l'EBC le plus proche est situé à environ 200 m à l'est du site.
- Périmètres Seveso : ces périmètres se déclinent en sous-secteurs s, se, a au niveau du PLU de Petit-Couronne. On peut noter qu'une partie du site est située en zone UYse du PLU.
- ABF Architecture Bâtiment de France. Monument historique comme le Musée Pierre Corneille (rayon de 500 m) : le site est situé à environ 250 m du Musée Pierre Corneille (cf. Chap. 9.3).
- Pollution des sols liée à la présence d'hydrocarbures dans la nappe phréatique (servitudes d'utilité publique prescrites par Arrêté Préfectoral du 25 juillet 2011).
- PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) prescrit le 12 mars 2010 : cf. Chap. 5.6.4.3.
- Cavités souterraines : Cf. Chap. 5.6.4.1.

Le projet est compatible avec ces servitudes.

### 5.6.3. Captage eau potable

Le site SURVEYERT de Petit-Couronne ne fait partie d'aucun périmètre de protection de captage d'eau potable.

### 5.6.4. Risques naturels et technologiques

#### 5.6.4.1. Risques mouvements de terrain, cavités, retrait-gonflement des argiles

Par sa position en vallée alluviale, le site n'est pas soumis à l'apparition fortuite de cavités souterraines d'origine anthropique (marnière) ou naturelle liée au karst (bétoire).

La plateforme QPC a fait l'objet de remblaiements successifs (création du terre-plein en 1973). Les remblais sont constitués de sables et de limons ; la fraction argileuse est faible.

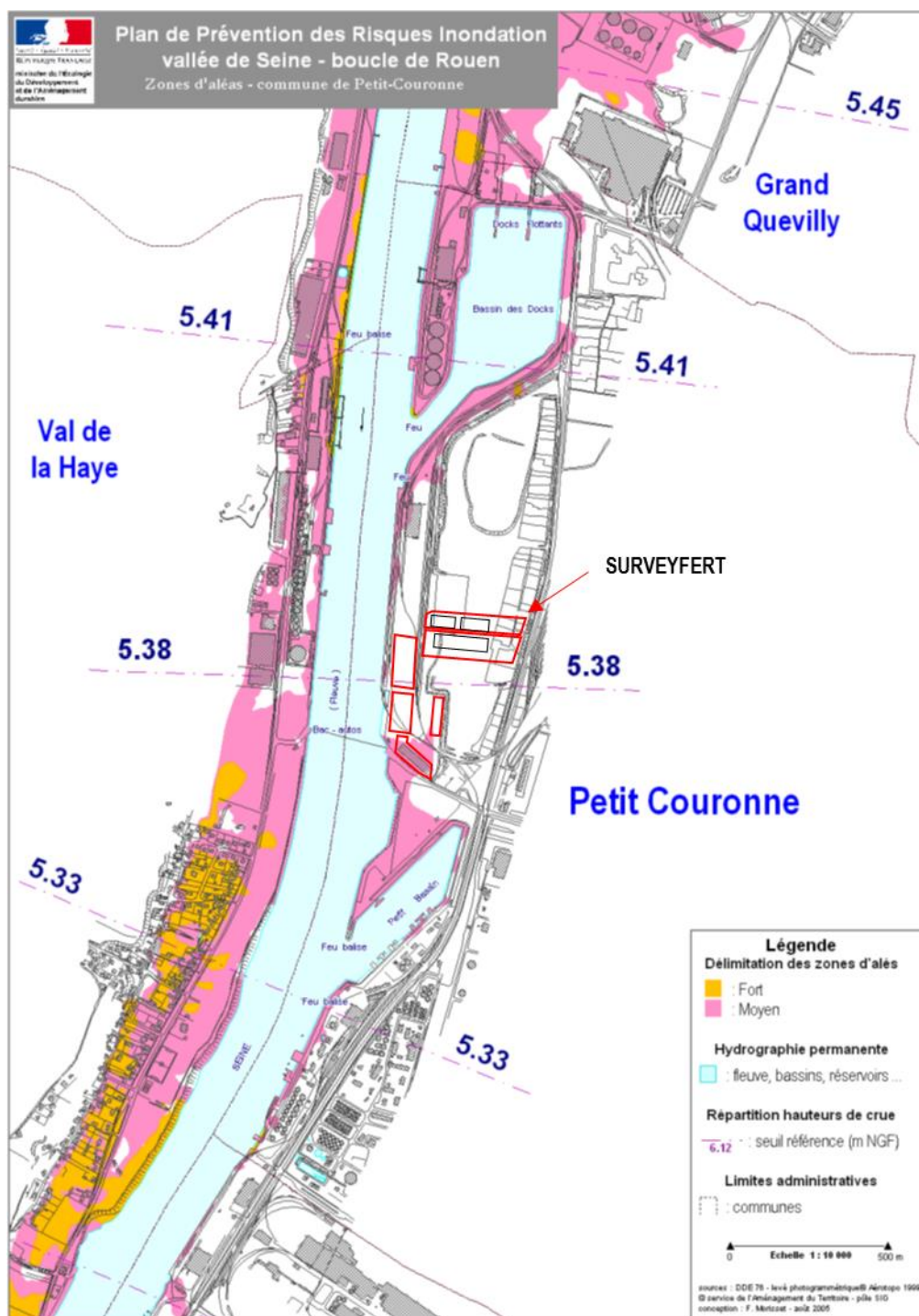
#### 5.6.4.2. Risque inondation

La crue de décembre 1999 constitue l'épisode de référence avec une cote de 9,76 m CMH (5,38 m NGF), dite de Plus Hautes Eaux Connues (PHEC).

La figure suivante présente un extrait de la carte des aléas du Plan de Prévention des Risques d'inondation au droit du site du projet. Elle précise les cotes de référence et les niveaux d'aléas (hauteurs d'eau prévisibles au regard de la topographie des terrains).

Les 2 nouveaux bâtiments de transit sont implantés à une hauteur altimétrique minimale de 5,47 m NGF.





**Figure 5 : Extrait carte zones inondables (PPRI, Vallée de Rouen – Boucle de Rouen)**

#### 5.6.4.3. Risque technologique

La commune de Petit-Couronne est située dans le périmètre de 2 PPRT :

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

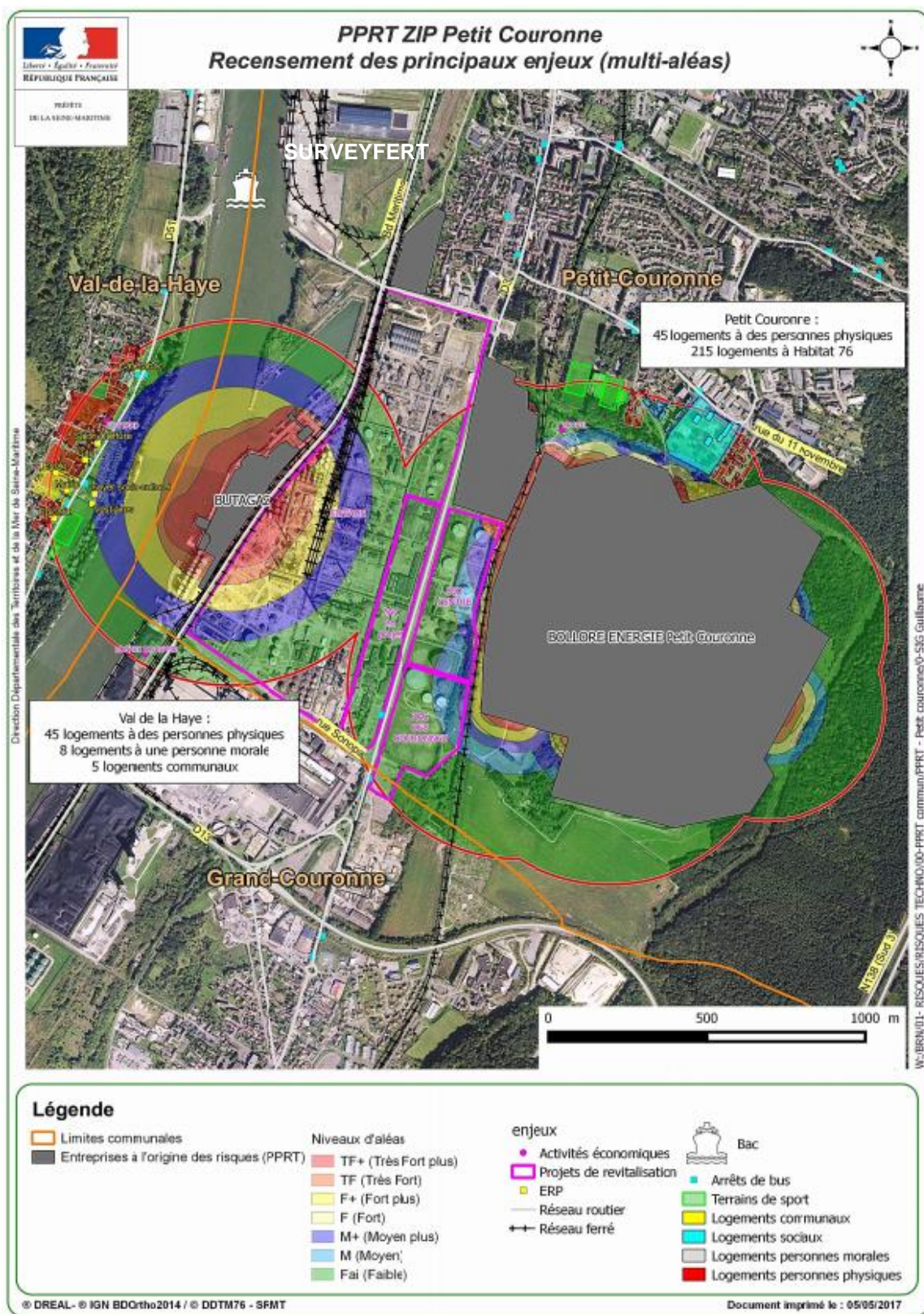
Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

- PPRT de la ZIP Petit-Couronne (prescrit le 13 décembre 2012) : le site SURVEYFERT ne se situe pas dans les zones de dangers (cf. Figure 6) ;
- PPRT de la ZIP de Petit et Grand Quevilly (approuvé le 25 janvier 2018) : le site SURVEYFERT ne se situe pas dans les zones de dangers (cf. Figure 7).





**Figure 6 : Plan de Zonage du PPRT de la ZIP de Petit-Couronne**

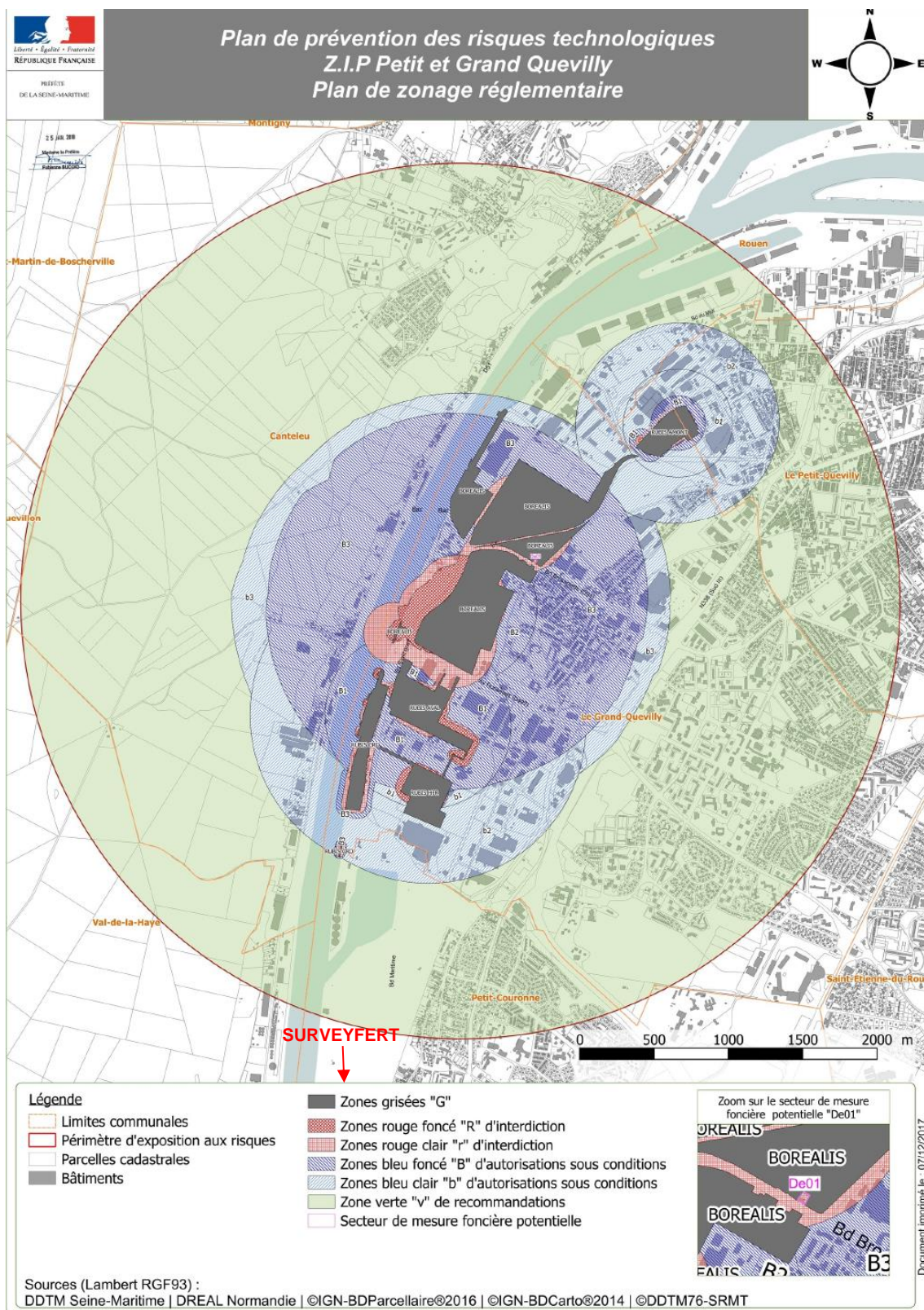
Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation





**Figure 7 : Plan de Zonage du PPRT de la ZIP de Petit et Grand-Quevilly**

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



## 5.7. ACCESSIBILITE AU SITE

La plateforme logistique QPC est accessible depuis la voie publique du boulevard Maritime.

Le site SURVEYFERT est desservi par une voie interne au QPC (voie revêtue et desservant les différentes installations de la plateforme QPC). La largeur de cette voie est d'environ 10 m.

Sur le plan présenté ci-dessous figure la voie d'accès.



**Figure 8 : Plan d'accès**



**Figure 9 : Accès à la plateforme logistique QPC**

## 5.8. COMMUNES CONCERNEES PAR L'INFORMATION AU PUBLIC

Conformément à l'article R. 512-46-11 du Code de l'environnement [DA2], les communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon de 1 km autour de périmètre de l'installation sont concernées par la procédure d'information au public.

Les communes suivantes sont donc concernées par l'information au public :

- Petit-Couronne ;
- Val-de-la-Haye ;
- Canteleu.

Les informations concernant ces communes sont présentées dans le tableau suivant (source INSEE) :

**Tableau 3 : Communes situées à moins d'1 km du site**

	Petit-Couronne	Val-de-la-Haye	Canteleu
<b>Population (habitants) INSEE 2015</b>	8 742	699	14 561
<b>Superficie en km<sup>2</sup></b>	12,8	10,16	17,61
<b>Densité en hab./km<sup>2</sup></b>	683	69	827

## 5.9. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

### 5.9.1. Situation actuelle

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne dispose actuellement de plusieurs ICPE soumises à déclaration :

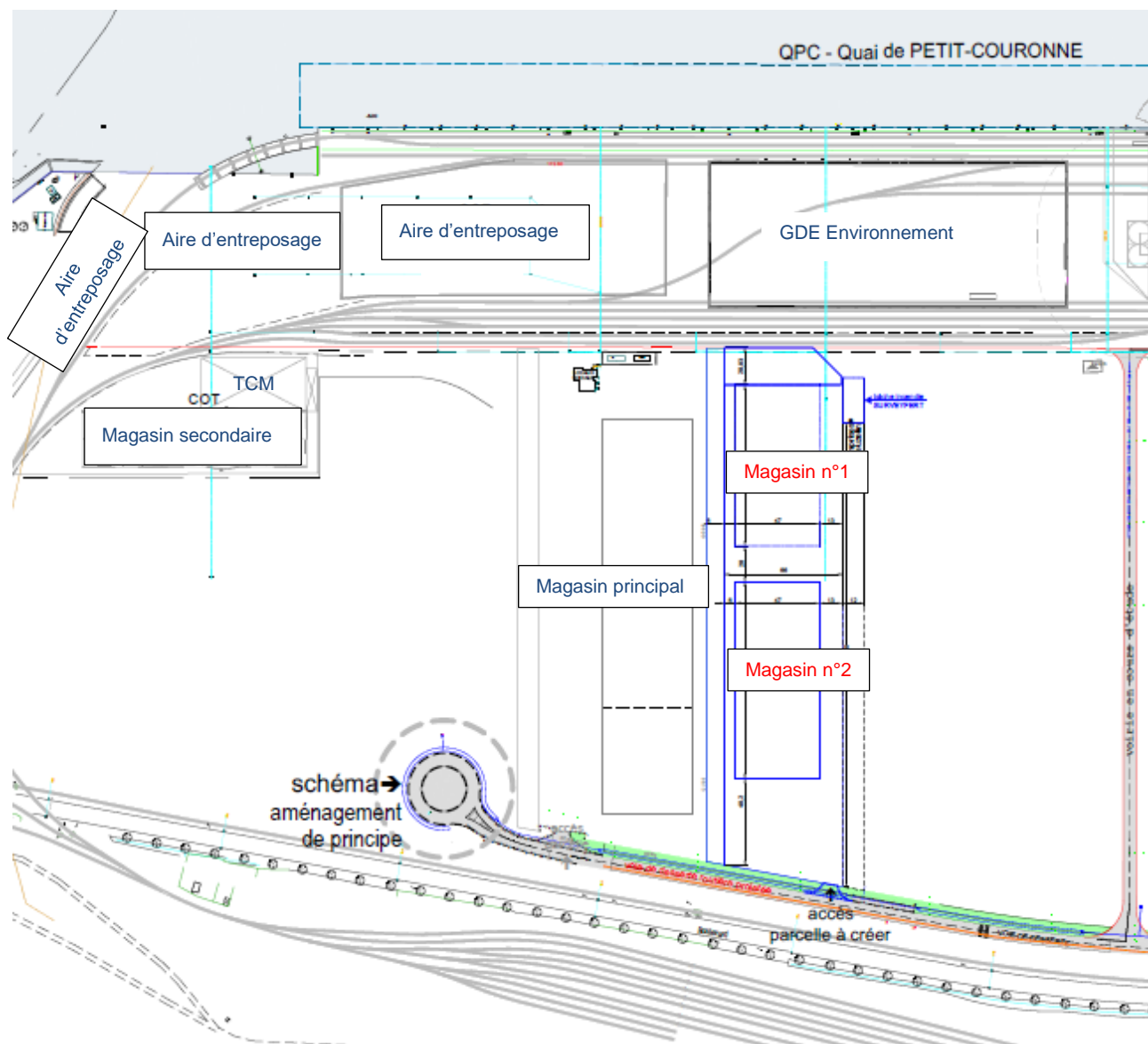
- Rubrique 1532 : stockage en vrac de plaquettes forestières – volume inférieur à 20 000 m<sup>3</sup> (récépissé de déclaration du 12.02.2015) ;
- Rubrique 2517 : station de transit de produits minéraux – surface de 9 990 m<sup>2</sup> (récépissé de déclaration du 27.08.2015) ;
- Rubrique 2714 : transit de broyats de pneus déchiquetés – volume inférieur à 990 m<sup>3</sup>.

### 5.9.2. Projet de construction de deux magasins de transit de produits minéraux

Le projet d'extension de la capacité de transit de produits minéraux comprend la construction de 2 nouveaux bâtiments : magasin n°1 et magasin n°2. Cette activité est visée par la rubrique 2517 de la Nomenclature des ICPE.

L'emplacement de ces 2 magasins est présenté sur la figure suivante.

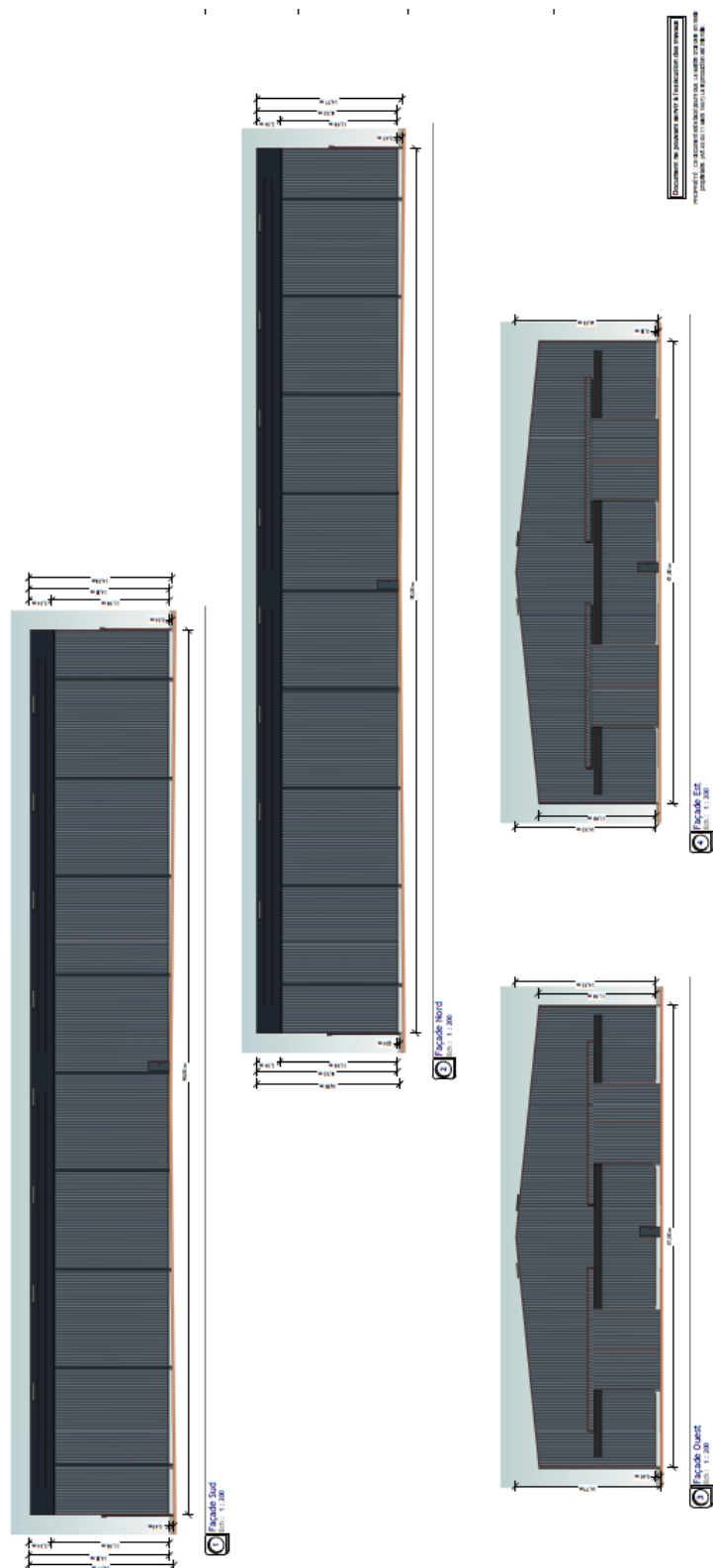




**Figure 10 : Plan d'implantation des 2 nouveaux magasins**

Les dispositions constructives de ces 2 bâtiments sont décrites ci-après.





**Figure 12 : Façades du magasin n°1**



### 5.9.2.1. Magasin n°2

Le magasin n°2 présente les dispositions constructives suivantes :

#### Dispositions constructives

- Longueur : 110 m
- Largeur : 47 m
- Surface : 5 170 m<sup>2</sup>
- Hauteur : 11,70 m (sablière) ; 14,32 m (acrotère)

Structure porteuse : poteaux et charpente métallique galvanisée matériaux de classe A1 (incombustibles), pannes, poutres, toiture et bardage métallique.

Surface utile d'exutoires correspondant à 2% minimum de la superficie du bâtiment, coque polycarbonate alvéolaire B-s1-d0 avec système de désenfumage pneumatique.

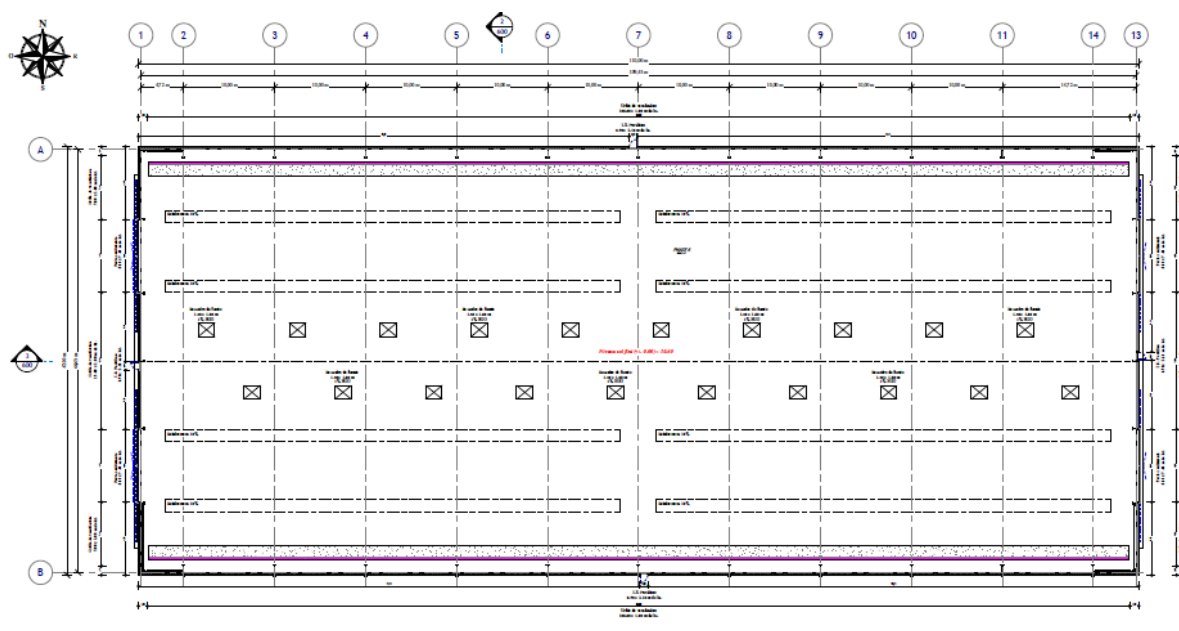
Toiture, classement Broof t3 : couverture en bac acier.

Récupération des eaux pluviales par gouttière en aluminium laqué

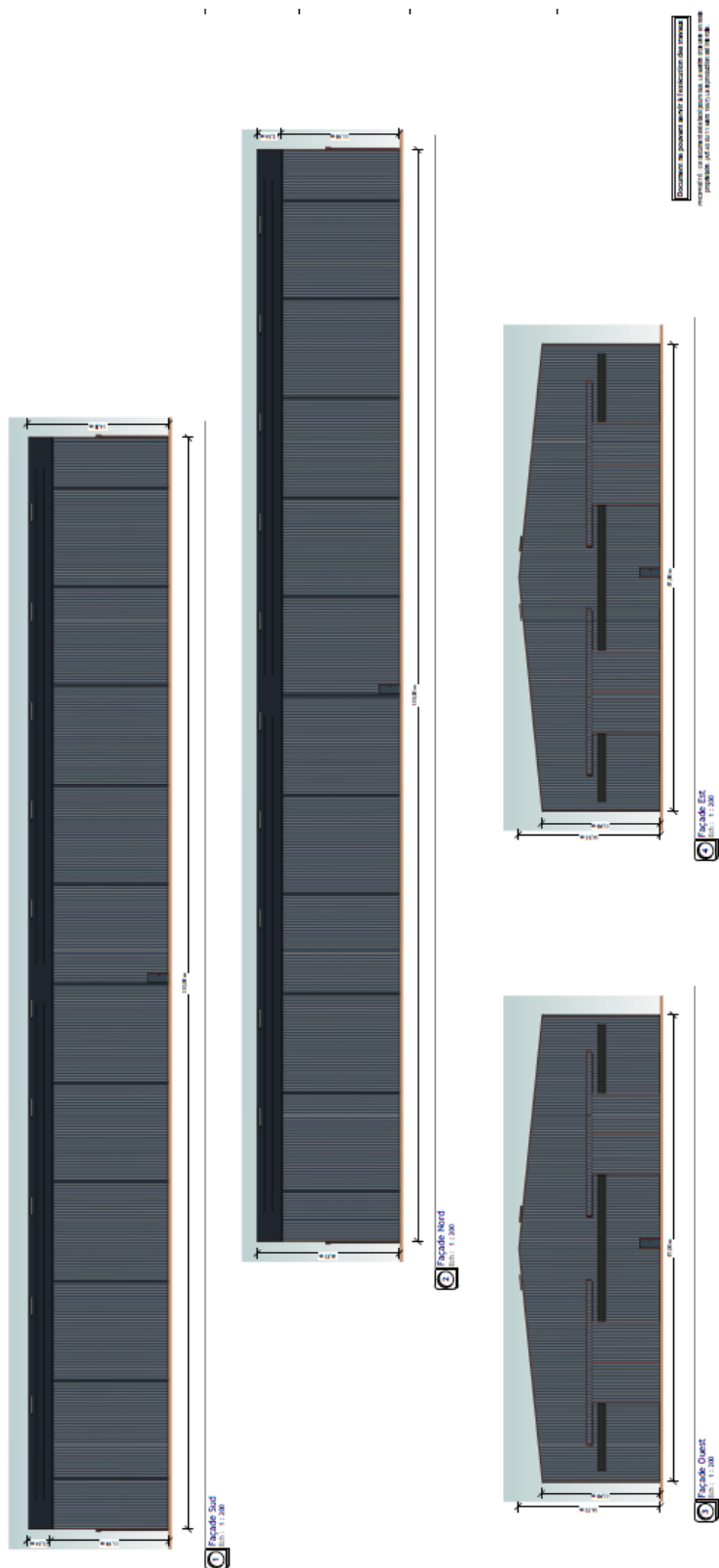
Grilles de ventilation en pignons du bâtiment (lames filantes inclinées) en acier galvanisé avec grillage anti-rongeurs.

Porte coulissante en acier galvanisé.

Portillons d'accès et de secours 0,90 x 2,10 m.



**Figure 13 : Plan d'ensemble du magasin n°2**



**Figure 14 : Façades du magasin n°2**

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



**Figure 15 : Vue aérienne du projet – situation avec les 2 nouveaux magasins**



**Figure 16 : Environnement du projet (vue vers l'ouest depuis les quais) – situation actuelle**



**Figure 17 : Environnement du projet (vue vers le sud depuis la voie d'accès) – situation actuelle**

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

#### 5.9.2.2. Utilités

##### Alimentation électrique

L'alimentation électrique se fait à partir d'un transformateur EDF de 250 kVA.

##### Eau et rejets aqueux

Les 2 nouveaux magasins ne sont pas alimentés en eau potable.

#### 5.9.2.3. Bureaux

Les 2 nouveaux magasins ne comportent pas de bureaux.

### 5.9.3. Caractéristiques des produits objets de présent enregistrement

Les produits visés par la rubrique 2517 de la Nomenclature des ICPE, leur localisation sur site, la surface maximale de stockage et la masse maximale stockée sont présentés dans le tableau ci-après.

**Tableau 4 : Produits visés par la rubrique 2517**

Produit	Localisation	Surface maximale de stockage	Masse correspondante
Sel de déneigement	Aire d'entreposage extérieure	3 500 m <sup>2</sup>	30 000 tonnes
Pierre ponce	Aire d'entreposage extérieure	3 000 m <sup>2</sup>	20 000 tonnes
Engrais minéraux	Magasin principal	9 990 m <sup>2</sup>	40 000 tonnes
Engrais minéraux	Magasin n°1	4 230 m <sup>2</sup>	15 000 tonnes
Engrais minéraux	Magasin n°2	5 170 m <sup>2</sup>	20 000 tonnes
Engrais minéraux	Magasin secondaire	3 870 m <sup>2</sup>	15 000 tonnes

Les quantités présentes sur site seront répertoriées dans un registre entrée/sortie.

Les FDS des différents produits sont disponibles sur le site SURVEYFERT de Petit-Couronne.

## 5.10. EFFECTIF ET RYTHME DE TRAVAIL

L'effectif est d'environ 45 personnes.

Les horaires de travail sont environ : 8h – 12h ; 13 – 18h.

## **6. ACTIVITES DU SITE VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE**

Le tableau suivant présente les rubriques ICPE applicables aux activités du site, le volume des activités concernées et le régime de classement avant et après projet.

*E : Installation soumise au régime d'Enregistrement*

*D : Installation soumise au régime de Déclaration*

*DC : Installation soumise au régime de Déclaration à contrôle périodique*

*NC : Non Classé*



**Tableau 5 : Rubriques ICPE applicables aux activités du site**

N° de rubrique	Intitulé et règle de classement	Situation actuelle		Situation après projet	
		Volume de l'activité	Régime de classement	Volume de l'activité	Régime de classement
<b>2517</b>	<p><b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</b></p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> : (E)</li> <li>Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> : (D)</li> </ol>	<p>Magasin principal :</p> <p><b>9 990 m<sup>2</sup></b></p>	<b>D</b>	<p>Magasin principal : 9 990 m<sup>2</sup></p> <p>Magasin n°1 : 4 230 m<sup>2</sup></p> <p>Magasin n°2 : 5 170 m<sup>2</sup></p> <p>Magasin secondaire : 3 870 m<sup>2</sup></p> <p>Aire de transit sel : 3 500 m<sup>2</sup></p> <p>Aire de transit pierre ponce : 3 000 m<sup>2</sup></p> <p><b>TOTAL : 28 760 m<sup>2</sup></b></p>	<b>E</b>
<b>1532</b>	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p><b>Le volume susceptible d'être stocké étant :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> <b>(A-1)</b></li> <li>Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> <b>(E)</b></li> <li>Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> <b>(D)</b></li> </ol>	<p>Plaquettes de bois ≤</p> <p><b>20 000 m<sup>3</sup></b></p>	<b>D</b>	<p>Plaquettes de bois ≤ <b>20 000 m<sup>3</sup></b></p>	<b>D</b>

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



N° de rubrique	Intitulé et règle de classement	Situation actuelle		Situation après projet	
		Volume de l'activité	Régime de classement	Volume de l'activité	Régime de classement
2714	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</b></p> <p><b>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</b></p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> ; (E)          2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. (D)</p>	<p>Transit de pneus usagés déchiquetés : 990 m<sup>3</sup></p>	D	<p>Transit de pneus usagés déchiquetés : 990 m<sup>3</sup></p>	D

N° de rubrique	Intitulé et règle de classement	Situation actuelle		Situation après projet	
		Volume de l'activité	Régime de classement	Volume de l'activité	Régime de classement
2515	<p><b>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</b></p> <p><b>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</b></p> <p>a) Supérieure à 200 kW : (E)</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW : (D)</p>	<p>3 ensacheuses de 12 kW chacune</p> <p><b>Total : 36 kW</b></p>	NC	<p>3 ensacheuses de 12 kW chacune</p> <p><b>Total : 36 kW</b></p>	NC

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

## **7. POSITIONNEMENT DU PROJET PAR RAPPORT A LA NOMENCLATURE IOTA**

Le tableau du classement du site et du projet par rapport à la nomenclature des Installations, Ouvrages, travaux et Activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration, selon le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 article 3, est présenté ci-après :

*A : Autorisation*

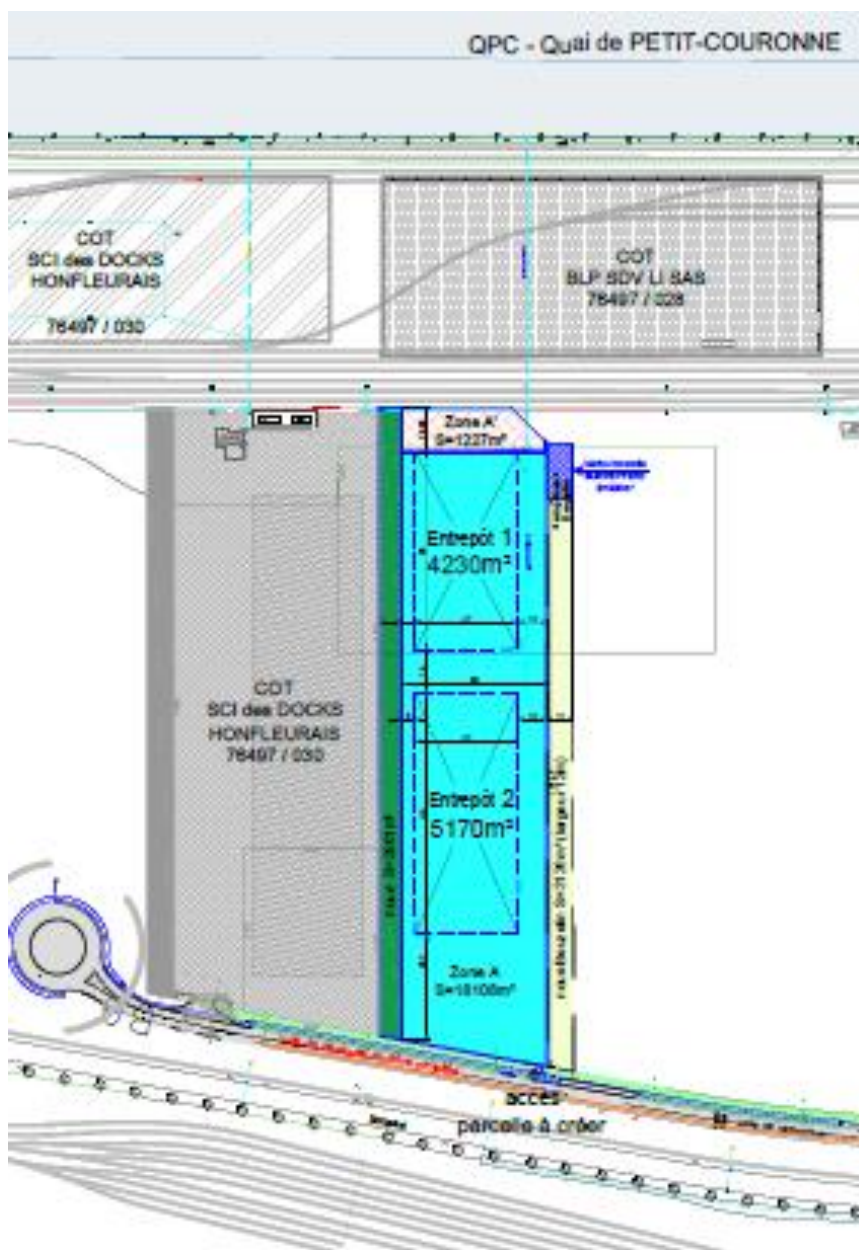
*D : Déclaration*

*NC : Non Classé*

N° de rubrique	Intitulé et règle de classement	Situation actuelle	Situation projet	
<b>2.1.5.0</b>	<p><b>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</b></p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha : A</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : D</p>	<p>Magasin principale (avec terre-plein) : 26 143 m<sup>2</sup></p> <p>Magasin secondaire : 3 780 m<sup>2</sup></p> <p>Aire de transit extérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 13 085 m<sup>2</sup></li> <li>• 8 064 m<sup>2</sup></li> <li>• 9 368 m<sup>2</sup></li> </ul> <p><b>Total surface imperméabilisée : 6 ha (environ)</b></p>	<p>Cf. Figure 18</p> <p>Terrain Zone A : 18 108 m<sup>2</sup></p> <p>Terrain Zona A' : 1 227 m<sup>2</sup></p> <p><b>Total surface imperméabilisée du projet : 19 335 m<sup>2</sup> (soit 7,9 ha avec les terrains existants)</b></p>	<b>D</b>

Les dispositions prises pour limiter l'impact sur l'écoulement des eaux superficielles sont présentées au chapitre 11.3.





**Figure 18 : Surface projet magasins de transit**

## 8. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

Ce chapitre précise les dispositions prévues et mises en œuvre en fin d'exploitation du site. Dans le cas d'un rachat du site, de ses bâtis et éventuellement de ses activités, toutes les mesures décrites ci-dessous ne seront pas appliquées par le déposant du dossier.

En cas de cessation d'exploitation, l'exploitant en informe Monsieur le Préfet, au minimum trois mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement. Un mémoire de cessation d'activité sera alors déposé en Préfecture.

L'exploitant doit remettre l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers et inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant procèdera au démantèlement des équipements et installations spécifiques à l'activité du site.

L'article R. 512-46-4 du Code de l'environnement impose également, dans le cas d'une installation sur un site nouveau, que le maire de la commune d'implantation ainsi que le propriétaire du terrain, lorsqu'il n'est pas l'exploitant, donnent leur avis sur les conditions de remise en état envisagées par le futur exploitant.

Une demande d'avis sur les conditions de remise en état du site a été effectuée le 31.10.2018 à la Mairie de Petit-Couronne et au GPMR. Il n'y a pas eu de retour de ces demandes dans le délai imparti par la réglementation.

### 8.1. EVACUATION DES PRODUITS DANGEREUX ET DES DECHETS

Les produits stockés seront évacués du site. Au vu des activités et des mesures de précautions prises, le risque de pollution des sols semble écarté. Cependant, conformément à la réglementation, un mémoire sera fourni sur l'état du site et les mesures envisagées en cas de pollution avérée. En tout état de cause, les déchets seront évacués auprès d'entreprises spécialisées et agréées.

### 8.2. DEMANTELEMENT DES MATERIELS ET DES BATIMENTS ET MAINTIEN DE LA PERENNITE

A défaut de reprise par une autre entreprise, SURVEYFERT pourra procéder à la démolition de toutes les structures, à l'évacuation des déblais et au réglage des terrains (fosses) de façon à rendre le site prêt à recevoir une nouvelle affectation. Les matériels seront revendus ou recyclés dans les filières les plus adaptées du moment. Les matériaux de déconstruction (béton, masse métallique, bois, etc.) seront évacués et recyclés.

Les locaux libérés pourraient intéresser d'autres établissements ou sociétés compte-tenu de leur implantation et de leur configuration.

### 8.3. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

Concernant l'impact du site sur son environnement, SURVEYFERT pourrait avoir à mettre en place un suivi de la qualité des eaux et des sols (même si au vu des activités ce dernier risque peut être écarté), conformément aux exigences des services préfectoraux.

La surveillance à exercer pourra notamment consister à :

- Maintenir l'inaccessibilité du site, entretien de la clôture ;
- Maintenir l'aspect esthétique du site : entretien des espaces verts et aménagements paysagers ;
- Traiter les eaux pluviales ;
- Suivre les dossiers : rapport de l'inspecteur des Installations Classées.

### 8.4. REINSERTION DU SITE DANS SON ENVIRONNEMENT

Le risque de pollution des sols semble écarté au vu de l'activité telle qu'elle sera exercée et des mesures de précautions qui sont prévues dans le présent dossier. En fin de vie, les bâtiments devront être détruits par le dernier exploitant et le terrain sera restitué sans cuve ou canalisations enterrées contenant des eaux d'incendie ou des eaux usées.

### 8.5. USAGE FUTUR DU SITE

L'usage du site préconisé par SURVEYFERT est de réhabiliter le site de sorte qu'il puisse être compatible avec les usages prévus par les documents d'urbanisme existants.

## 9. SITUATION PAR RAPPORT AUX ZONES PROTEGEES

### 9.1. ZONES NATURA 2000

#### 9.1.1. Définition des zones

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité.

Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" datant de 1979 et de la Directive "Habitats" datant de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

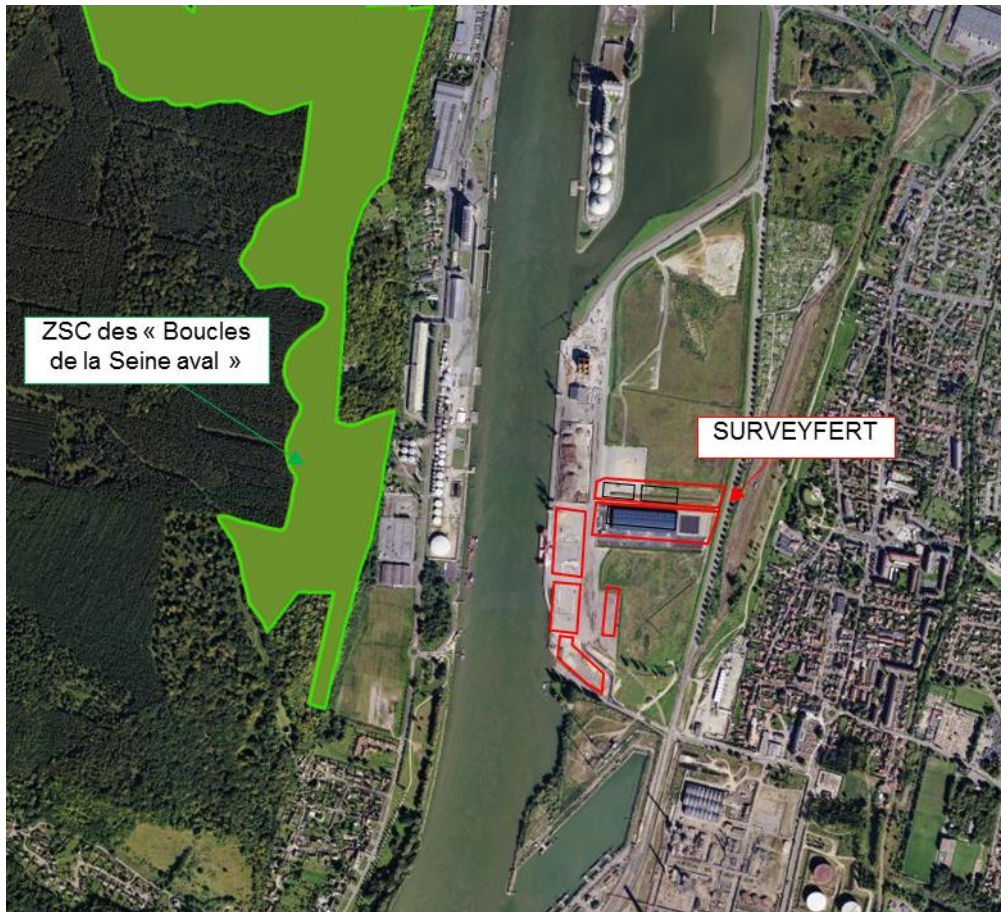
La structuration de ce réseau comprend :

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

#### 9.1.2. Zones Natura 2000 présentes autour du site

**D'après les informations issues de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), la ZSC des « Boucles de la Seine aval » (FR2300123) se situe à 450 m à l'ouest du site d'implantation [DR4].**





**Figure 19 : ZSC des « Boucles de la Seine aval »**

La ZSC des « Boucles de la Seine aval » s'étend sur plusieurs boucles le long de la vallée de la Seine entre Rouen et Tancarville.

Les méandres de la Seine et leur évolution sont à l'origine de conditions variées déterminant des milieux très contrastés avec une opposition forte entre les rives convexes et concaves du fleuve.

La rive concave subit l'érosion du fleuve qui a taillé des coteaux très abrupts dans le plateau crayeux, avec la présence de pitons et fronts rocheux. La forte pente induit des sols peu profonds, riches en calcaire actif, filtrants et particulièrement chauds quand ils sont exposés plein sud. Sur ces coteaux se développent des milieux calcicoles - bois et pelouses - particulièrement riches en espèces rares.



**Figure 20 : Panorama des Boucles de la Seine**

L'argile à silex qui couvre la craie affleure au sommet des coteaux, dans les secteurs de moindre pente, permettant l'installation de milieux acidiphiles. Enfin, cette rive est régulièrement percée de coulées d'éboulement permettant le développement de milieux neutroclines, sur le sol profond induit par les colluvions de fond de vallée.

La rive convexe correspond à une zone de dépôt où se retrouvent deux types d'alluvions :

- les alluvions anciennes, généralement de nature siliceuses et grossières. Le fleuve y a creusé des terrasses, sur lesquelles s'installent des milieux secs et silicicoles, particulièrement originaux pour la région : pelouses en milieux ouverts et chênaie acidiphile en milieu boisé.
- les alluvions modernes, plus fines et argileuses, correspondant au lit majeur actuel. Elles abritent une végétation de marais alcalins à neutroclines. En bordure du fleuve, les crues répétées édifient un bourrelet alluvial, à l'abri duquel l'eau stagne dans les secteurs les plus bas, permettant la mise en place de sols paratourbeux à tourbeux au sein des alluvions. Les vraies tourbières de fond de vallée s'installent dans les méandres fossiles.

Cette organisation des milieux est répétitive d'une boucle sur l'autre.

En résumé les différents milieux retrouvés le long des boucles de la Seine sont :

- Les landes, tourbières et marais
  - Les pelouses, dont la majorité sont des sites d'orchidées remarquables et comprennent plusieurs espèces comme l'Epipactis brun rouge (*Epipactis atrorubens*) ou l'Ophrys frelon (*Ophrys fuciflora*) et ponctuellement la très rare Epipactis des marais (*Epipactis palustris*) au niveau des suintements.
- Les habitats prairiaux
  - Les massifs forestiers qui représentent près d'un tiers de la superficie du site.

Les habitats d'intérêt communautaire présents sur la ZSC sont :

**Tableau 6 : Habitats d'intérêt communautaire**

Type de milieu	Code	Habitat naturel	Estimation de la surface
Habitats d'eau douce	3140	Eaux stagnantes oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	0,43 ha
	3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>	10,76 ha
	3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri</i> p.p. et du <i>Bidention</i> p.p.	8,48 ha
Landes	4010	Landes humides atlantiques septentrionales à <i>Erica tetralix</i>	1 % du site <sup>(1)</sup>
	4030	Landes sèches européennes	(1)
Formations herbeuses naturelles et semi-naturelles	6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillage sur calcaires ( <i>Festuco-Brometalia</i> )	54,12 ha
	<b>6230*</b>	<b>Formations herbeuses à <i>Nardus</i>, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)*</b>	<b>1% du site<sup>(1)</sup></b>
	6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux ( <i>Molinion caeruleae</i> )	105,2 ha
	6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	19,88 ha
	6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude ( <i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i> )	122,96 ha
	<b>7110*</b>	<b>Tourbières hautes actives*</b>	
Tourbières et bas marais	7120	Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle	Habitats en mosaïque : 20 ha
	7150	Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>	
	<b>7210*</b>	<b>Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i>*</b>	<b>33,94 ha</b>
	<b>7220*</b>	<b>Sources pétrifiantes avec formation de tuf (<i>Cratoneurion</i>)*</b>	<b>1%<sup>(1)</sup></b>
	<b>7230</b>	<b>Tourbières basse alcalines</b>	<b>4 ha</b>
Grottes	8310	Grottes non exploitées par le tourisme	> 17 entrées
Forêts de l'Europe tempérée	9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> ( <i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i> )	369,4 ha
	9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	552,7 ha
	<b>9180*</b>	<b>Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i>*</b>	<b>64,4 ha</b>
	<b>91D0*</b>	<b>Tourbières boisées*</b>	<b>1%<sup>(1)</sup></b>
	<b>91E0*</b>	<b>Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno- Padion</i>, <i>Alnion incanae</i>, <i>Salicion albae</i>)*</b>	<b>7,55 ha</b>
	91F0	Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves ( <i>Ulmion minoris</i> )	0,5 ha

(1) Habitat à répartition diffuse dont la surface exacte est difficilement estimable

\* = habitat prioritaire

**Tableau 7 : Espèces d'intérêt communautaire**

Type d'espèce	Code	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site pour l'espèce
Lépidoptère	1065	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	Modéré
	<b>1078*</b>	<b><i>Callimorpha quadripunctaria</i>*</b>	<b>Ecaille chinée*</b>	<b>Faible</b>
Coléoptère	1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	Modéré
	<b>1084*</b>	<b><i>Osmoderma eremita</i>*</b>	<b>Pique prune*</b>	<b>Fort</b>
Amphibien	1166	<i>Triturus cristatus</i>	Triton crêté	Fort
Chiroptère	1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	Fort à modéré
	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	Fort à modéré
	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	Fort
	1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Vespertilion de Bechstein	Fort à modéré
	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertilion à oreilles échancrées	Fort à modéré
	1308	<i>Barbastella barbastella</i>	Barbastelle	Fort
Apiacée	1614	<i>Apium repens</i>	Ache rampante	Fort
Alismatacée	1831	<i>Luronium natans</i>	Flûteau nageant	Fort

\* = espèce prioritaire

Le site SURVEYERT de Petit-Couronne est situé à plus de 450 m de la ZSC des « Boucles de la Seine aval ». La Seine représente une séparation physique franche et permanente entre les deux sites.

Aucun impact direct négatif n'est attendu sur les habitats de la ZSC.

## 9.2. ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Quatre ZNIEFF sont inventoriées sur la commune de Petit-Couronne dans la base de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN). Il s'agit de :

- La forêt de la Londe-Rouvray : ZNIEFF de type II ;
- La mare Beaularquet : ZNIEFF de type I ;
- Les chemins de la mare Sansoure : ZNIEFF de type I ;
- Les pelouses silicoles du Rouvray : ZNIEFF de type I.

Deux ZNIEFF sont également répertoriées sur la commune de Val-de-la-Haye située en rive droite de la Seine :



- Les coteaux de Biessard : ZNIEFF de type I ;
- Le coteau d'Hénouville et forêt de Roumare : ZNIEFF de type II.

Ces ZNIEFF sont indiquées sur l'extrait de carte ci-dessous. Le site SURVEYFERT n'est situé dans l'emprise d'aucune de ces ZNIEFF.



**Figure 21 : Situation du site SURVEYFERT par rapport aux Zones Naturelles (source CARMEN – DREAL Haute-Normandie)**

La ZNIEFF la plus proche se situe à plus de 400 mètres à l'ouest du site, sur l'autre rive de la Seine. Le tableau ci-après indique la distance des différentes zones par rapports aux installations de SURVEYFERT.

**Tableau 8 : Situation du site SURVEYFERT par rapport aux Zones Naturelles**

Nom	Type	Code national	Commune	Distance par rapport au site SURVEYFERT	Orientation par rapport au site SURVEYFERT
Forêt de la Londe-Rouvray	ZNIEFF II	230009241	Petit-Couronne	1,1 km	Sud-est
La mare Beaularquet	ZNIEFF I	230030783	Petit-Couronne	3 km	Sud-est
Les chemins de la mare Sansoure	ZNIEFF I	230030781	Petit-Couronne	2,6 km	Sud-est
Les pelouses silicicoles du Rouvray	ZNIEFF I	230030922	Petit-Couronne	2,3 km	Est
Les coteaux de Biessard	ZNIEFF I	230030744	Val-de-la-Haye	420 m	Ouest
Le coteau d'Hénouville et forêt de Roumare	ZNIEFF II	230000848	Val-de-la-Haye	420 m	Ouest

### 9.3. PATRIMOINE CULTUREL ET HISTORIQUE

Les monuments historiques recensés sur la commune de Petit-Couronne sont les suivants :

**Tableau 9 : Sites classés**

Monument / mobilier	Commune	Eléments protégés MH	Distance au site
Maison de Pierre Corneille, actuellement Musée Pierre Corneille	Petit-Couronne	Enclos, four, porche	Environ 250 m à l'Est du site
Manoir Maison de Corneille	Petit-Couronne	Classé en 1939	Environ 250 m à l'Est du site

Le classement de la Maison de Pierre Corneille a donné lieu à l'établissement d'une servitude inscrite au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Petit-Couronne.

Aucun effet direct temporaire ou permanent n'est attendu sur ce monument compte tenu de son éloignement des limites de propriétés du projet.

## 9.4. ARCHEOLOGIQUE

Le PLU a défini la plateforme logistique QPC comme une zone d'activité portuaire.

Aucun site archéologique n'a été découvert sur la zone dont plusieurs entreprises occupent déjà le sol.

La zone archéologique la plus proche se situe entre les communes de Petit-Couronne et Saint-Étienne-du-Rouvray située à l'Est de la rocade N338.

## 9.5. ESPACES PROTEGES

Un tiers du territoire communal de Petit-Couronne est occupé par des forêts et des espaces naturels protégés de 480 ha environ. Cette richesse environnementale est préservée par décret du 18 mars 1993, portant classement comme forêt de protection du massif forestier du Rouvray, géré par l'office national des forêts (ONF). Un arrêté préfectoral du 11 avril 1974 délimite une zone interdite à la fréquentation du public le long de Petit-Couronne afin de préserver des plantations anciennes de pins sylvestres.

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne, situé sur la plateforme logistique portuaire QPC n'a pas d'impact direct ou indirect négatif sur ces espaces.

## **10. COMPATIBILITE AVEC LES DIVERS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES**

### **10.1. CONFORMITE PAR RAPPORT AU SDAGE**

Le Grand Port Maritime de Rouen appartient au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de Eaux (SDAGE) du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtier normands qui a pour objet de mettre en œuvre les grands principes de la loi sur l'eau.

Les SDAGE constituent des outils de gestion. Ils sont des instruments juridiques car l'Etat s'engage à leur respect. Les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec leurs orientations, leurs dispositions. Le SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été adopté par le comité de Bassin en date du 5 novembre 2015.

Le SDAGE définit, pour une période de six ans, les grandes orientations et les dispositions pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands à l'horizon 2021. Ses orientations et ses dispositions s'opposent aux décisions administratives dans le domaine de l'eau. Le programme de mesures qui lui est associé précise, secteur par secteur, les actions à mettre en œuvre en priorité.

Les enjeux prioritaires pour atteindre l'objectif de bon état des eaux demeurent la restauration de milieux aquatiques vivants et fonctionnels et la réduction des pollutions de toutes origines. Le SDAGE 2016-2021 intègre aussi la nécessaire adaptation au changement climatique car celui-ci aura des conséquences sur la quantité d'eau disponible, mais aussi la qualité des ressources en eau et le fonctionnement des milieux aquatiques.

#### Les masses d'eau concernées

Les masses d'eau présentes sur la commune de Petit-Couronne sont :

- La Seine : « Seine estuaire Amont » ;
- La masse d'eau souterraine : « Craie altérée de l'estuaire de la Seine » ;
- La masse d'eau souterraine : « Alluvions de la Seine moyenne et aval » ;
- La masse d'eau souterraine : « Albien-néocomien captif ».

Ces masses d'eaux dépendent du sous-bassin Seine Aval. Leurs états actuels et objectifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous.



<b>Masse d'eau superficielle</b>		Seine Estuaire Amont
<b>Statut de la masse d'eau</b>		Fortement modifiée
<b>Objectifs retenus</b>	Etat écologique Echéance	Bon potentiel 2027
	Etat chimique Echéance	Bon état 2027
	Raison du report	Technique, naturelle, économique (biologie et chimie)

<b>Masse d'eaux souterraines</b>		<b>Craie altérée de l'estuaire de la Seine</b>	<b>Alluvions de la Seine moyenne et aval</b>	<b>Albien-néocomien captif</b>
<b>Objectifs retenus</b>	Etat chimique Echéance	Bon état 2027	Bon état 2027	Bon état 2015
	Etat quantitatif Echéance	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
<b>Atteinte des objectifs</b>	Echéance	2027	2027	2015
	Raison du report	Technique, naturelle, économique (Pesticides, benzo(a)pyrène, somme du tetrachloroéthylène, du trichloroéthylène, NMOR)	Technique, naturelle, économique (NH <sub>4</sub> , NO <sub>2</sub> , Cu)	-

## 10.2. CONFORMITE PAR RAPPORT AU SAGE

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne n'est pas situé sur le périmètre d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Le SAGE le plus proche est celui de « Cailly, Aubette, Robec » qui inclus notamment la rive droite de la ville de Rouen.

## 10.3. CONFORMITE PAR RAPPORT AU PDEDMA

Le département de Seine-Maritime a adopté en mars 2010 le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Celui-ci fixe pour les dix prochaines années les objectifs de prévention et de gestion durable des déchets ménagers et assimilés et dresse le cadre légal.

Ses grandes orientations sont :

- la réduction de la production des déchets ;
- la valorisation de la matière et des déchets organiques ;
- l'amélioration du service en déchetterie ;
- la création de deux centres de tri et d'un centre de stockage pour les déchets industriels banals ;
- l'organisation de l'élimination des déchets dans la région de Dieppe et la réhabilitation des décharges brutes à impact fort.

Les principaux déchets liés au site sont les poussières provenant des opérations de manutention de produits inertes (déchargement, chargement).

Les autres déchets représentent des quantités minimales (moins de 10 tonnes par an) et suivent des voies d'élimination agréées.

La société SURVEYFERT mettra en œuvre une politique de gestion des déchets par des organismes agréés.

## 11. NOTICE DES IMPACTS

### 11.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

Le site étudié, d'une grande planéité, s'étend sur la plaine alluvionnaire de la boucle de la Seine. Cette plaine est largement ouverte vers l'Est sur l'agglomération rouennaise et se trouve fermée à l'Ouest par les falaises de Dieppedale (cote 120 m MGF), sur lesquelles s'appuie la forêt de Roumare. Cette vallée s'étrangle au niveau de la commune de Grand Couronne.

### 11.2. CONTEXTE PHYSIQUE

#### 11.2.1. Topographie

La zone portuaire de Petit-Couronne est constituée de sols de formations alluvionnaires modernes qui tapissent le fond de la plaine alluviale récente, et correspondent à l'extension des plus grandes crues.

La topographie du sol peut être considérée comme plane avec une altitude d'environ 6 m NGF.

#### 11.2.2. Sols et sous-sol

Les alluvions modernes du sol sont composées de silts, de sable, de grave et d'argile. Des lits de tourbe sont également observables entre 2 m et 4 m.

L'ensemble des effluents liquides susceptibles d'être générés seront associés à des rétentions adaptées. Souvent, la gestion de l'après incendie peut entraîner des difficultés pour l'élimination des déchets solides ou liquides et l'éventuelle décontamination des sols. Les dispositions de rétention des eaux d'extinction (bassin, obturation des égouts) adaptés et maintenus en état, permettent de limiter les conséquences d'un sinistre.

### 11.3. EAUX

Sur le site, l'ensemble des réseaux est enfoui.

#### Eau potable

La présence de personnel lié à l'exploitation de la plate-forme logistique implique la distribution d'eau potable sur le site. Le réseau d'alimentation du bâtiment est raccordé au réseau public de distribution.

Les 2 nouveaux magasins, objets du présent enregistrement ne sont pas alimentés en eau.

#### Eaux usées

Les eaux usées du magasin principal sont recueillies par un collecteur. Il s'agit d'eaux non toxiques assimilables à un effluent urbain. Ces effluents rejoignent le collecteur d'eaux usées du réseau d'assainissement public. Ces eaux sont acheminées jusqu'à la station d'épuration Emeraude dont

la gestion relève de la compétence de la CREA (Communauté d'Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe).

### Eaux pluviales :

#### *Projet des 2 magasins :*

Les eaux pluviales du projet sont collectées via un réseau canalisé et traitées par deux séparateurs à hydrocarbures avant d'être rejetées dans la Seine.

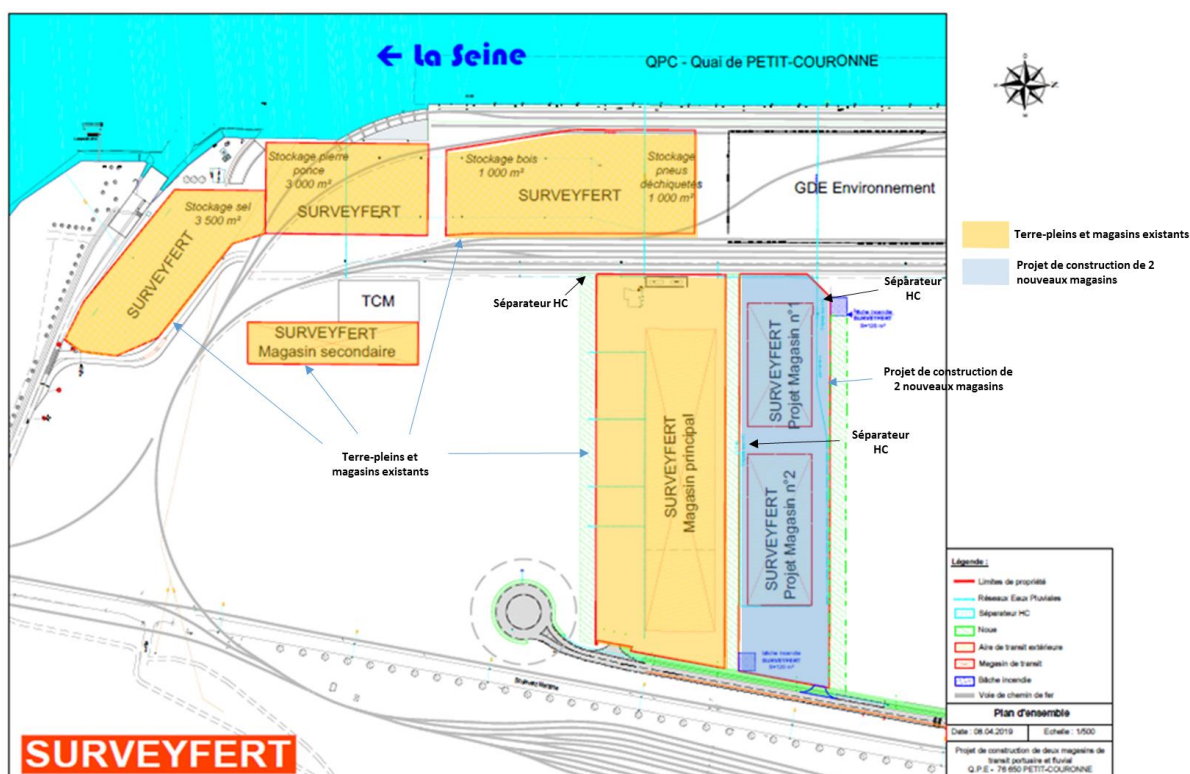
Le dimensionnement des séparateurs à hydrocarbure est fourni en ANNEXE 5.

Des noues sont situées de part et d'autre des bâtiments. Des vannes situées en aval des noues permettent de confiner les eaux si nécessaire.

#### *Magasins et terre-pleins existants :*

- Magasin principal et son terre-plein : les eaux pluviales des toitures et voiries sont collectées vers des noues qui sont équipées de séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans la Seine.
- Magasin secondaire : les eaux pluviales de la toiture sont rejetées dans un collecteur avant d'être rejetées dans la Seine.
- Terre-pleins : les eaux pluviales ne font pas l'objet d'un traitement. Elles sont directement rejetées dans la Seine.

Les emplacements du projet et des magasins et terre-pleins existants sont présentés sur la figure ci-après.



**Figure 22 : Emplacement projet et magasins et terre-pleins existants**

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

#### 11.4. AIR

Les produits pouvant générer des poussières sont entreposés dans des bâtiments à l'abri des intempéries.

L'exploitant mettra en place une surveillance de la qualité de l'air selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Un suivi trimestriel des retombées de poussières sera mis en place dans les 3 mois suivant l'enregistrement de l'activité.

Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur devront être conformes à l'arrêté du 7 juillet 2009.

La surveillance des retombées de poussières pourra se faire par la pose de 4 plaquettes (une témoin, et trois de mesures) positionnées selon la sensibilité de l'environnement extérieur et la direction des vents dominants (la rose des vents est présentée en Annexe 6) :

- vent du sud-ouest
- vent du nord-est

Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt seront réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Le principe de surveillance des retombées de poussière par la méthode des plaquettes est développé en Annexe 7. Le nombre et l'emplacement des plaquettes seront à valider par le prestataire choisi par l'exploitant: Une proposition de localisation des plaquettes et présentée en annexe 8.

Les informations relatives à la vitesse et à la direction du vent seront fournies par le prestataire choisi pour la surveillance.

#### 11.5. DECHETS

Après chaque manutention (déchargement d'un bateau / chargement des camions), une balayeuse nettoie les quais.

Les déchets produits sont stockés à l'abri des intempéries dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols et de la pollution des eaux). Les déchets produits ne sont pas émetteurs d'odeur susceptible de gêner le voisinage.

**Les résidus récupérés par la balayeuse lors des opérations de nettoyage sont envoyés dans un centre agréé de traitement des déchets.**

Les bordereaux de suivi des déchets sont conservés.

#### 11.6. BRUIT/VIBRATION

Les sources de bruit générées par l'activité proviennent essentiellement des opérations de déchargement et de chargement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Etablissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



SURVEYFERT n'utilise aucun appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage.

Le site est situé dans une zone portuaire. Il n'y a pas d'habitations à proximité immédiate de l'établissement.

L'activité n'est pas à l'origine de vibrations.

## **12. DISPOSITIONS PREVUES EN CAS DE SINISTRE**

### **12.1. MESURES DE PREVENTION**

#### **12.1.1. Interdiction de fumer**

L'interdiction de fumer s'applique sur l'ensemble du site.

#### **12.1.2. Permis de feu – Plan de prévention**

Tous les travaux par point chaud exécutés par des sociétés extérieures et le personnel du site doivent recevoir l'autorisation préalable du responsable du site avant exécution. Cette autorisation garantit des conditions de sécurités optimales pour la réalisation des travaux.

#### **12.1.3. Contrôle des équipements**

Les installations électriques de l'établissement sont vérifiées et contrôlées chaque année.

La remise du rapport de contrôle est suivie d'un plan d'actions pour effectuer les travaux de mise en conformité si nécessaire. Ce rapport est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Cette démarche permet de réduire le risque de dysfonctionnement des installations électriques.

L'ensemble des installations est mis à la terre avec des liaisons équipotentielles.

Les engins de manutention font également l'objet d'un contrôle semestriel et d'un entretien régulier.

Des procédures d'entretien et de maintenance préventive des installations sont mises en place.

#### **12.1.4. Surveillance du site**

Le site SURVEYEFERT de Petit-Couronne est situé dans l'enceinte du port autonome de Rouen (GPMR) qui est totalement clôturée.

Les accès aux installations sont restreints (zones ISPS).

Un registre entrée/sortie au niveau du site SURVEYEFERT est tenu à jour par l'exploitant. Les pièces d'identité des visiteurs sont demandées lors de leur arrivée sur site.

#### **12.1.5. Procédure de nettoyage**

Après chaque manutention (déchargement d'un bateau / chargement des camions), une balayeuse nettoie les quais.

Les aires de stockage et de passage sont maintenues propres et dégagées de tout obstacle pouvant gêner l'intervention des services de secours.

## 12.2. MESURES DE PROTECTION

### 12.2.1. Incendie

Des moyens permettant d'appeler les services d'incendie et de secours sont disponibles sur site (téléphones, téléphones portables).

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne dispose de 2 bâches incendie de 120 m<sup>3</sup>.

Les voiries des bâtiments font l'objet d'une capacité de rétention d'eaux incendie jusqu'à 177 m<sup>3</sup>.

Des seuils sont présents au niveau de 2 nouveaux magasins créant ainsi une capacité de rétention de :

- Magasin n°1 : 181 m<sup>3</sup>
- Magasin n°2 : 510 m<sup>3</sup>

Des extincteurs sont disponibles dans l'établissement. Ils sont contrôlés tous les ans par un organisme agréé.

Un exercice d'évacuation est réalisé tous les ans.

### 12.2.2. Moyens pour agir en cas de déversement

Des absorbants sont mis à disposition en cas d'épandage.

En cas d'un épandage important, les noues entourant les bâtiments disposent d'un séparateur à hydrocarbure et d'une vanne d'isolement permettant de retenir les effluents.

### 13. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SITE

Les tableaux des pages suivantes présentent les mesures prévues par SURVEYFERT afin que les nouvelles installations respectent les prescriptions générales qui leur sont applicables.

*C = Conforme*

*NC = Non Conforme*

*SO = Sans Objet*

#### 13.1. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE PETIT-COURONNE (P.J. N°4)

La zone UY est une zone d'industries peu nuisantes.

Elle correspond aux terrains situés en bord de Seine destinés aux activités portuaires liées au fleuve.

Cette zone est impactée par les zones de dangers des établissements industriels de la Grande Paroisse (Le Grand Quevilly), Rubis terminal (Le Grand quevilly) et Simarex et comprend trois sous-secteurs UYs, UYse et UYa frappés par les contraintes liées aux risques technologiques dus à la présence des établissements classés.

Ces sous-secteurs correspondent respectivement aux périmètres SEVESO Z1, Z2 et Z3.

Article UY 1- Les occupations et utilisations du sol interdites	Conformité	Dispositions prévues par SURVEYFERT
1.1- Les constructions à usage d'habitation, sauf celles visées à l'article UY 2. 1.2- Toute implantation d'activités polluantes, sauf celles visées à l'article UY 2. 1.3- Toute décharge permanente de déchets industriels.	C	Le projet n'est pas compris dans les usages interdits par l'article

1.4-	L'ouverture de terrains aménagés en vue du camping ou pour le stationnement des caravanes et les installations y afférentes.		
1.5-	Dans les secteurs UYs et UYse, toutes constructions nouvelles, sauf celles visées à l'article UY 2 et sous réserve des dispositions de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme.		
1.6-	Dans le secteur UYa, l'implantation d'établissement recevant du public difficilement évacuable (type hôpital ou maison de retraite).		
<b><u>Article UY 2- Les utilisations du sol soumises à conditions particulières</u></b> <b><u>Sont autorisés :</u></b>		<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYERT</b>
2.1-	Les constructions à usage d'activité et les installations classées sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la préservation de l'écosystème fluvial,</li> <li>- que le niveau fini du plancher à rez de chaussée des nouvelles constructions ou des extensions soit supérieur aux cotes altimétriques des plus hautes eaux connues. Les remblais éventuels devront s'effectuer selon les prescriptions du Service de la Navigation de la Seine, chargé de la police des eaux.</li> </ul>	C	Dans le secteur de Petit-Couronne, la crue de décembre 1999 constitue l'épisode de référence avec une cote de 9,76 m CMH (5,38 m NGF), dite de Plus Hautes Eaux Connues (PHEC).  Les nouveaux magasins n°1 et n°2 sont situés à une altitude minimale de 9,85 m CMH.
2.2-	Les constructions à usage d'activités et les installations classées situées à moins de 500 mètres des habitations sous réserve de l'application du terme correctif CZ de + 10 db a + 20 db dans le calcul des niveaux limites de bruit.	C	L'exploitant mettra en œuvre un programme de mesures régulières afin de contrôler le niveau des émissions sonores générées par son activité.



2.3-	Les constructions à usage d'habitation liées à la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services de la zone, sous réserve de respecter les normes d'isolement acoustique dans les secteurs affectés par le bruit :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- une largeur de secteur de 100 mètres sera respectée le long du Boulevard Maritime, classé en catégorie 3 au titre du classement sonore des infrastructures des transports terrestres,</li> <li>- une largeur de secteur de 30 mètres sera respectée le long du Boulevard Cordonniers, classé en catégorie 4 au titre du classement sonore des infrastructures des transports terrestres.</li> </ul>	<b>C</b>	Il n'y a aucun hébergement du personnel sur le site.
2.4-	Toutes les superstructures qui pourraient s'avérer nécessaires à la sécurité de la navigation (radar, détecteur de brume, feu de rive, balise, etc.) sur une largeur de 40 m mesurée depuis la crête de la berge.	<b>SO</b>	Le projet n'est pas concerné par cet article.
2.5-	Les aménagements et équipements de loisirs permettant de mettre en valeur les bords de Seine.	<b>SO</b>	Le projet n'est pas concerné par cet article (activité industrielle).
2.6-	Sont seuls autorisés :  Dans le secteur UYs, les constructions nouvelles ou l'extension de constructions existantes à usage d'activités dans la mesure où les travaux ou installations permettent de réduire les risques ou leurs conséquences, et à condition de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes exposées au risque et d'améliorer le fonctionnement des activités existantes.	<b>SO</b>	Le projet n'est pas situé en zone UYs.
2.7-	Dans le secteur UYse, les constructions nouvelles ou l'extension de constructions existantes à usage d'activités à condition de ne pas porter le nombre de personnes	<b>C</b>	Le nombre de personnes présentes simultanément est inférieur à 25 au niveau du

présentes simultanément à une moyenne supérieure à 25 personnes par hectares sur une même unité foncière.		magasin secondaire dont une partie de l'ouvrage se situe en zone UYse.
<b>Article UY 3- Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public</b> <b>Toute construction ou installation doit être desservie par une voie publique ou privée.</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
3.1- Toute construction ou installation doit être desservie par une voie publique ou privée, rue, chemin ou impasse dont les caractéristiques correspondent à sa destination, défense contre l'incendie, protection civile, collecte des ordures ménagères, etc., conformément aux prescriptions techniques imposées par les services compétents.	<b>C</b>	L'accès au site se fait par le boulevard Maritime (accès principal en partie aval de QPC).  Une voie au niveau du quai dessert les différentes installations.  Cette disposition est respectée.
3.2- Les accès d'un établissement, d'une installation ou d'une construction sur des voies publiques doivent être aménagés de manière à ce que la visibilité soit assurée de part et d'autre de l'accès sur une distance de 50 mètres à partir du point de cet axe situé à 3 mètres en retrait de la limite de la voie. Les sorties des véhicules en contrebas des voies d'accès doivent être aménagées de telle façon qu'il soit réservé une aire horizontale de 14 mètres de profondeur entre l'alignement et le sommet de la rampe d'accès. Les voies en impasse sont interdites, sauf si elles sont aménagées.	<b>C</b>	Le site est situé sur le quai de Petit-Couronne du GPMR. Son accès n'est pas direct depuis la voie publique.

<b>Article UY 4- Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement</b>  Toute construction projetée à usage d'habitation ou abritant une activité doit être raccordée aux réseaux.  Les projets d'aménagement devront prendre en compte la préservation de l'écosystème fluvial et des milieux aquatiques ainsi que la bonne gestion des ressources souterraines	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYERT</b>
<b>4.1- Eau :</b> toute construction ou installation doit être raccordée au réseau de distribution d'eau potable et au réseau d'eau industrielle. Les prélèvements directs dans les nappes souterraines devront faire l'objet d'une autorisation des services compétents, et elles ne pourront être admises que dans la mesure où les périmètres de protection ne réduiront pas la surface utile de la zone.	<b>C</b>	Les 2 nouveaux magasins ne sont pas alimentés en eau.  Le bâtiment principal est quant à lui raccordé au réseau d'eau potable de Petit-Couronne (usage sanitaire).  L'activité ne nécessite pas d'eau industrielle. Aucun prélèvement direct dans les nappes souterraines n'est effectué.
<b>4.2- Assainissement :</b> le traitement des eaux résiduaires avant rejet est obligatoire conformément à la réglementation en vigueur. Les eaux pluviales provenant notamment des zones d'activités imperméabilisées feront l'objet de traitements appropriés.  Tout raccordement devra être conforme aux prescriptions de raccordement émises par la communauté d'agglomération rouennaise – direction de l'assainissement.	<b>C</b>	Les eaux pluviales sont collectées et acheminées vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le fossé et collecteur existant.
<b>4.3- Autres réseaux :</b> pour toute construction nouvelle, quelle qu'elle soit, les raccordements aux réseaux doivent être réalisés en souterrain. Quand le réseau	<b>C</b>	L'ensemble des réseaux est enterré (électricité, téléphone).

public est encore aérien, les branchements doivent être réalisés en aéro-souterrain.		
<b>Article UY 5- Les caractéristiques des terrains Sans objet</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
<b>Article UY 6- L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
Sauf indications particulières portées au plan, les constructions doivent respecter une marge de recul de 10 m minimum, comptés à partir de la limite d'emprise publique.	<b>C</b>	Les constructions sont implantées à plus de 10 m de la limite d'emprise publique.
<b>Article UY 7- L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
La distance minimum à respecter entre la limite et la construction sera égale à la moitié de la hauteur de la construction avec un minimum de 5 mètres.	<b>C</b>	Les constructions sont implantées à plus de 10 m des limites séparatives.
<b>Article UY 8- L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété</b> Pas de prescription particulière.	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
<b>Article UY 9- L'emprise au sol des constructions</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
La projection au sol des divers bâtiments (annexes, etc.) ne doit pas excéder 50% de la surface de la parcelle.	<b>C</b>	Surface parcelle attribuée à SUREYFERT : environ 80 000 m <sup>2</sup> Surface construction : 23 260 m <sup>2</sup>
<b>Article UY 10- La hauteur maximale des constructions</b>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>



<p>La hauteur des constructions ne doit pas excéder 20 mètres.</p> <p>10.1- Des dépassements de hauteur peuvent être accordés pour des équipements techniques nécessaires au fonctionnement de l'activité (ascenseur, silos, cheminées par exemple).</p>	<b>C</b>	<p>Les 2 nouveaux magasins (n°1 et n°2) ont une hauteur inférieure à 20 m (14,32 m) (cf. Chap. 5.9.2).</p>
<p><b>Article UY 11- L'aspect extérieur des constructions, l'aménagement des abords et les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysage, des quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger</b></p>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
<p>Les constructions devront s'attacher à présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux, compatibles avec l'harmonie du paysage de la Seine. L'usage de matériaux sommaires et la reconstruction des bâtiments à caractère provisoire est interdit.</p> <p>Clôtures :</p> <p>11.1- Les limites de parcelles sur rues doivent être clôturées de grillages doublés de haies végétales.</p>	<b>C</b>	<p>Les bâtiments sont de forme simple et sont homogènes.</p> <p>Le site ne donne pas accès direct sur rues.</p>
<p><b>Article UY 12- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement des véhicules</b></p>	<b>Conformité</b>	<b>Dispositions prévues par SURVEYFERT</b>
<p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit pouvoir être assuré en dehors des voies publiques.</p> <p>La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule particulier est de 25 m², accès compris.</p> <p>12.1- Il sera exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 places de stationnement pour 100m² de locaux d'activités</li> <li>- 3 places de stationnement pour 100m² de bureaux.</li> </ul>	<b>SO</b>	<p>Construction de 2 magasins de stockage.</p> <p>Des places de parking sont présentes au niveau du bâtiment principal.</p>

Article UY 13- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations	Conformité	Dispositions prévues par SURVEYFERT
<p>Les espaces libres, visibles ou non de l'extérieur seront traités en espaces verts soigneusement entretenus.</p> <p>13.1- Les marges d'isolement prescrites aux articles UY 6 et UY 7 seront plantées d'arbres de haute tige formant boisement ou rideau.</p>	SO	-
<p>13.2- Les parcs de stationnement publics ou privés à l'air libre doivent faire l'objet d'un aménagement paysager dans lequel la superficie réservée aux espaces verts plantés ne doit pas être inférieure à 15% de la superficie totale du parc. Lorsque la superficie est supérieure à 1000 m², ces espaces verts doivent être plantés d'au moins un arbre de haute tige pour 3 places de stationnement, et celui-ci doit faire l'objet d'un aménagement paysager ou architectural sur sa périphérie.</p>	SO	-
<p>13.3- Les espaces de service, les bâtiments annexes, les aires de stockage à l'air libre seront masqués par des plantations continues composées d'essences arbustives formant écran, sauf aménagements particuliers de nature à faciliter l'intégration environnementale de ces espaces et constructions.</p>	SO	-
<p>13.4- Les articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme sont applicables sur l'ensemble des Espaces Boisés Classés – EBC.</p>	SO	-
<p><b>Article UY 14- Le coefficient d'occupation des sols</b>  <b>Il n'est pas fixé de COS pour la zone.</b></p>	Conformité	Dispositions prévues par SURVEYFERT

## 13.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC L'ARRETE MINISTERIEL DE PRESCRIPTIONS GENERALES DU 10 DECEMBRE 2013 (RUBRIQUE 2517) (P.J. N°6)

Arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [DA4].

**Tableau 10 : Prescriptions applicables pour la rubrique 2517 et mesures prévues par SURVEYERT**

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 1 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Il ne s'applique pas non plus aux installations soumises à la rubrique n° 2517 et qui relèvent également du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées. »</p> <p>Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées ou déclarées au titre de la rubrique n° 2517.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;</li> <li>des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.</li> </ul>	SO	Définitions générales
<p><b>Article 2 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« <b>Débit moyen interannuel</b> » ou module : moyenne des débits moyens annuels d'un cours d'eau sur une période de référence de trente ans de mesures consécutives.</p>	SO	Définitions générales

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>« <b>Eaux pluviales non polluées (EPnp)</b> » : eaux météoriques n'étant pas en contact avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou avec des fumées industrielles. Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme eaux pluviales non polluées.</p> <p>« <b>Eaux pluviales polluées (EPp)</b> » : eaux météoriques ruisselant sur des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou eaux météoriques susceptibles de se charger en polluants au contact de fumées industrielles.</p> <p>« <b>Eaux usées (EU)</b> » : effluents liquides provenant des différents usages domestiques de l'eau du personnel (toilettes, cuisines, etc.), essentiellement porteuses de pollution organique.</p> <p>« <b>Eaux industrielles (EI)</b> » : effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations. L'eau d'arrosage des pistes revêtues en fait partie.</p> <p>« <b>Eaux résiduaires</b> » : effluents liquides susceptibles d'être pollués (EPp, EU et EI) rejetés du site vers un exutoire extérieur au site.</p> <p>« <b>Emergence</b> » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« <b>Emissaire de rejet</b> » : extrémité d'un réseau canalisé prévu pour rejeter les effluents d'un site.</p> <p>« <b>Local à risque incendie</b> » : enceinte fermée contenant des matières combustibles ou inflammables et occupée, de façon périodique ou ponctuelle, par du personnel.</p> <p>« <b>Permis de feu</b> » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques par emploi d'une flamme ou d'une source chaude.</p> <p>« <b>Permis de travail</b> » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement, sans emploi d'une flamme ni d'une source chaude, lorsque ceux-ci conduisent à une augmentation des risques.</p> <p>« <b>Produit pulvérulent</b> » : produit solide constitué de fines particules, peu ou pas liées entre elles, qui, dans certaines conditions, a le comportement d'un liquide. Un produit pulvérulent est</p>		



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>caractérisé par sa granulométrie (taille et pourcentage des particules dans chacune des classes de dimension).</p> <p>« <b>Superficie de l'aire de transit</b> » : surface correspondant au cumul des aires destinées à l'entreposage de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>« <b>QMNA</b> » : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.</p> <p>« <b>QMNA5</b> » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.</p> <p>« <b>Zones à émergence réglementée</b> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>• les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement ;</li> <li>• l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul> <p>« <b>Zone de mélange</b> » : zone adjacente au point de rejet des eaux où les concentrations d'un ou de plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementale. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementale sur le reste de la masse d'eau.</p> <p>« <b>Zones destinées à l'habitation</b> » : zones destinées à l'habitation définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.</p>		
<p><b>Article 3 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p>	C	Les installations du site SURVEYFERT seront implantées conformément aux plans du présent dossier.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.		
<p><b>Article 4 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :           <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (<u>art. 3</u>) ;</li> <li>- la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (<u>art. 5, 6 et 39</u>) ;</li> <li>- la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (<u>art. 6</u>) ;</li> <li>- les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (<u>art. 7</u>) ;</li> <li>- le plan de localisation des risques (<u>art. 10</u>) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (<u>art. 11</u>) ;</li> <li>- le plan général des stockages de produits dangereux (<u>art. 11</u>) ;</li> </ul> </li> </ul>	C	<p>L'exploitant tiendra à disposition un classeur regroupant l'ensemble du dossier et des arrêtés préfectoraux en vigueur.</p> <p>L'ensemble des documents sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (<u>art. 12</u>) ;</li> <li>- les rapports de vérifications périodiques (<u>art. 13</u> et <u>22</u>) ;</li> <li>- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (<u>art. 14</u>) ;</li> <li>- les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (<u>art. 16</u> et <u>18</u>) ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (<u>art. 19</u>) ;</li> <li>- les consignes d'exploitation (<u>art. 21</u>) ;</li> <li>- la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (<u>art. 26</u>) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (<u>art. 26</u>) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (<u>art. 28</u>) ;</li> <li>- les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (<u>art. 34</u> et <u>35</u>) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (<u>art. 37</u>) ;</li> <li>- les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (<u>art. 39</u>) ;</li> <li>- la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (<u>art. 40</u>) ;</li> <li>- le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (<u>art. 41</u>) ;</li> <li>- les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (<u>art. 42</u>) ;</li> <li>- les registres des déchets (<u>art. 47</u> et <u>48</u>) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (<u>art. 49</u>) ;</li> </ul>		

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>- le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50).</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>		
<p><b>Article 5 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalités d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul> <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou de déchets, cette distance d'éloignement est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	C	<p>Les voies de circulation sont imperméabilisées. Les voies de circulations sur le site seront régulièrement nettoyées tout comme les installations.</p> <p>L'accès au site est imperméabilisé.</p> <p>Aucune construction à usage d'habitation n'est implantée à une distance de moins de 20 m du site SURVEYFERT.</p>

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 6 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les produits ou les déchets en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li> <li>- la liste des pistes revêtues ;</li> <li>- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;</li> <li>- les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li> </ul> <p>Pour les produits de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.</p>	C	<p>SURVEYFERT est une société spécialisée dans la logistique portuaire.</p> <p>Les produits sont acheminés par voie fluviale et réacheminés par transport routier (camion).</p> <p>Les opérations de chargement / déchargement se font essentiellement en période diurne sur la plage horaire 8h – 18h. Ces opérations sont effectuées à l'aide de chargeuses sur pneus.</p> <p>Les voies de circulation sont en enrobés.</p>
<p><b>Article 7 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	C	<p>Le site est implanté sur une zone d'activité portuaire. L'environnement est de type industriel.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.		Après chaque manutention (déchargement d'un bateau / chargement des camions), une balayeuse nettoie les quais.  Les déchets produits sont stockés à l'abri des intempéries dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols et de la pollution des eaux).
<b>Article 8 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	C	M. TARDY, directeur de SURVEYFERT, est responsable de l'exploitation.  Le personnel du site est formé aux risques liés aux activités.  L'accès au site est interdit à toute personne étrangère.  Une pièce d'identité est demandée aux visiteurs accédant au site.
<b>Article 9 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières.  L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).	C	Les locaux sont régulièrement nettoyés.  Les quais sont nettoyés après chaque opération de chargement / déchargement à l'aide d'une balayeuse. Ces opérations, réalisées périodiquement sont enregistrées dans un registre.  Aucun équipement de nettoyage par soufflage n'est présent sur le site.
<b>Article 10 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à <u>l'article L. 511-1 du code de l'environnement</u> .	C	Les produits manutentionnés objets du présent dossier d'enregistrement sont des produits inertes.  Les aires de transit de broyats de pneus et de plaquettes forestières sont identifiées et localisées au niveau du terre-plein.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).</p>		
<p><b>Article 11 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Les produits manutentionnés objets du présent dossier d'enregistrement sont des produits inertes.</p> <p>Une aire de stockage de broyats de bois et une aire de broyats de pneus sont présentes au niveau du terre-plein.</p> <p>La nature et les quantités stockées sont enregistrées dans un registre.</p>
<p><b>Article 12 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	C	<p>L'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité de chacun des produits présents sur le site.</p> <p>Aucun emballage n'est prévu sur le site (stockage en vrac).</p> <p>Un registre est tenu à jour pour connaître en temps réel la quantité et la nature des produits présents sur le site.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 13 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.</p> <p>Les flexibles utilisés lors des transferts doivent être entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement doit s'arrêter automatiquement.</p>	C	<p>Aucune tuyauterie transportant des fluides dangereux ou insalubres n'est présente sur le site. La collecte d'effluents pollués tels que l'eau de ruissellement ou d'incendie se fera par l'intermédiaire de tuyauteries étanches et résistants à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p>
<p><b>Article 14 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs REI 60 ;</li> <li>- murs séparatifs E 30 ;</li> <li>- planchers/sol REI 30 ;</li> <li>- portes et fermetures EI 30 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture R 30.</li> </ul> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	C	<p>Le site ne dispose pas de locaux à risque incendie.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 15 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules stationnent sur le site sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	C	<p>Le site est en permanence accessible depuis le quai de Petit-Couronne.</p> <p>Une voie de 6 m de large au minimum entoure les bâtiments.</p> <p>Une aire de stationnement est implantée sur le site.</p>
<p><b>Article 16 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.</p>	C	<p>Des maintenances périodiques sont effectuées.</p> <p>Après chaque opération de chargement / déchargement un nettoyage est effectué.</p> <p>Des extincteurs sont répartis dans les différents bâtiments du site.</p>
<p><b>Article 17 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques » ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p>	C	<p>Le site ne dispose pas de locaux à risque ATEX.</p>
<p><b>Article 18 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p>	C	<p>Les installations électriques du site sont contrôlées annuellement par une société de contrôle.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>		
<p><b>Article 19 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à <u>l'article 10</u> ;</li> <li>- d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant.</li> </ul> <p>Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	C	<p>L'alerte des services de secours se fera directement par téléphone.</p> <p>Le site dispose de bâches incendie.</p> <p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des bâtiments. Leurs emplacements, à proximité des aires de dégagement, sont matérialisés au sol et ils resteront facilement accessibles.</p> <p>Ces installations sont contrôlées régulièrement par des sociétés spécialisées.</p>
<p><b>Article 20 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de <u>l'article 10</u>, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p>	C	<p>Le site ne dispose pas de locaux à risque incendie.</p>

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>		
<p><b>Article 21 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li> <li>- la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;</li> </ul>	C	<p>Les consignes de maintenance et de sécurité seront mises en place sur le site et toute personne qui y accède aura été préalablement informée de ces consignes. Elles seront disponibles et mises à jour dans les lieux fréquentés.</p> <p>Les procédures d'intervention seront définies par la société SURVEYFERT avant exploitation du site et partagées avec les services départementaux d'incendie et de secours.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ;</li> <li>les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>		
<p><b>Article 22 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les suppressions.</p>	C	Les moyens de sécurité du site sont vérifiés périodiquement par des sociétés spécialisées.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.		
<p><b>Article 23 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p><b>I.</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p><b>II.</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p><b>III.</b> Rétention et confinement.</p>	C	<p>I - II Aucun produit liquide n'est stocké sur le site.</p> <p>III – Les produits objets du présent enregistrement sont des produits inertes.</p> <p>IV - Aucun produit liquide n'est stocké sur le site</p> <p>V - Les voiries des bâtiments font l'objet d'une capacité de rétention d'eaux incendie.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront analysées, pompées et traitées en tant que déchets par des filières de traitement appropriées.</p> <p>Concernant l'isolement des réseaux d'eau pluviales, une vanne d'isolement est placée en aval des noues afin d'éviter tout déversement de polluant dans le milieu naturel.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales						
<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume des matières stockées ;</li><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de <u>l'article L. 212-1 du code de l'environnement</u> :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l		
Matières en suspension totales	35 mg/l							
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l							
Hydrocarbures totaux	10 mg/l							

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>IV. Isolement des réseaux d'eau.</b></p> <p>Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 25 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.</p>		
<p><b>Article 24 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	C	<p>L'exploitant veillera à respecter les prescriptions définies par l'arrêté du 20 avril 2005 complété par l'arrêté du 25 janvier 2010.</p> <p>Aucune eau n'est utilisée pour l'activité transit de produits inertes. Aucune eau industrielle n'est générée ni rejetée.</p>
<p><b>Article 25 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an.</p> <p>L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p>	C	<p>SURVEYFERT ne réalise pas de prélèvement d'eau.</p> <p>Aucun système de réfrigération ne sera mis en place.</p>



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.		
<p><b>Article 26 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.</p>	C	SURVEYFERT ne réalise pas de prélèvement d'eau.
<p><b>Article 27 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p>	C	Aucun forage ne sera réalisé sur le site et ne sera mis en place par SURVEYFERT.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>		
<p><b>Article 28 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.</p>	C	<p>Le site de SURVEYFERT dispose d'un réseau séparatif eaux pluviales et eaux usées.</p> <p>Aucun rejet de produits toxiques ou inflammables n'est effectué.</p>
<p><b>Article 29 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p>	C	<p>Les eaux pluviales sont rejetées dans la Seine après traitement dans un séparateur à hydrocarbure.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>		<p>Les eaux sanitaires (bâtiment principal) sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal. Les 2 nouveaux magasins ne disposent pas de rejet d'eaux sanitaires.</p>
<p><b>Article 30 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Le point de prélèvement des rejets d'eaux pluviales se trouve en sortie du séparateur des hydrocarbures qui permet le conditionnement des eaux de pluie ayant notamment transité dans des zones susceptibles de recevoir des épanchements d'hydrocarbures (par exemple : voies engins). Ce point est situé au niveau d'un canal venturi.</p> <p>Les autres points de rejets concernent les eaux pluviales de toiture non polluées et ne nécessitent donc pas de prélèvement.</p>
<p><b>Article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p><b>(Arrêté du 22 octobre 2018, article 51)</b></p> <p>Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.</p> <p>Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.</p>	<p>C (projet des 2 nouveaux magasins)</p> <p>NC (terre-pleins historiques à l'exception</p>	<p>La collecte des eaux pluviales du projet de deux nouveaux magasins est réalisée par gravité. Ces eaux sont ensuite traitées dans un séparateur à hydrocarbure avant rejet dans la Seine.</p> <p>Les séparateurs H/C sont régulièrement nettoyés par une société spécialisée.</p> <p>Concernant les magasins et terre-pleins existants, qui ont fait l'objet de déclarations ICPE préalablement, seul le magasin principal dispose d'un système de</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPP) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	du magasin principal)	<p>gestion des eaux pluviales avec séparateur à hydrocarbures en sortie de noue.</p> <p>D'un point de vue technique et financier, une demande de dérogation est effectuée pour ces emplacements de transit historiques.</p>
<p><b>Article 32 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les rejets directs ou indirects d'eau résiduaires vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	C	Aucun rejet direct ou indirect ne sera réalisé dans les eaux souterraines.
<p><b>Article 33 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p>	C	Aucun rejet d'eau industrielle n'est mené sur le site.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 34 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	C	<p>Le site ne dispose pas de rejet direct au milieu naturel (hors réseau EP).</p> <p>L'exploitant veillera à respecter les valeurs prescrites.</p>
<p><b>Article 35 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p>	C	<p>L'exploitant veillera à respecter les valeurs limites définies au présent article.</p>



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales											
<p>- MEST : 35 mg/l ;</p> <p>- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</p> <p>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>		<table><tr><th>Paramètres</th><th>MES</th><th>DCO</th><th>Hydrocarbures</th></tr><tr><td>Concentration (en mg/l)</td><td>&lt; 35 mg/l</td><td>&lt; 125 mg/l</td><td>&lt;10 mg/l</td></tr></table> <p>Les eaux pluviales du projet sont collectées via un réseau canalisé et traitées par deux séparateurs à hydrocarbures avant d'être rejetées dans la Seine.</p> <p>Une demande de dérogation est effectuée pour la partie du site déjà existant (cf. Article 31)</p>				Paramètres	MES	DCO	Hydrocarbures	Concentration (en mg/l)	< 35 mg/l	< 125 mg/l	<10 mg/l
Paramètres	MES	DCO	Hydrocarbures										
Concentration (en mg/l)	< 35 mg/l	< 125 mg/l	<10 mg/l										
<p><b>Article 36 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas :</p> <p>- MEST : 600 mg/l</p> <p>- DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p>	C	L'activité ne produit pas d'effluents liquides.											

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.		
<p><b>Article 37 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les installations de traitement des effluents sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais et pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>L'activité ne produit pas d'effluents liquides.</p> <p>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbure.</p> <p>Le séparateur H/C est régulièrement nettoyé. Une vanne d'isolement en aval des noues permet de retenir les eaux en cas de pollution constatée.</p>
<b>Article 38 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b>	C	Aucun épandage des boues, déchets et sous-produits ne sera mené sur le site.

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit		
<p><b>Article 39 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.</p> <p>En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;</li> <li>- brumisation ;</li> <li>- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.</li> </ul> <p>Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.</p>	C	<p>Après chaque manutention (déchargement d'un bateau / chargement d'un camion), une balayeuse nettoiera les quais.</p> <p>Les voies sont en enrobé.</p> <p>Les déchets produits sont stockés à l'abri des intempéries dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols et de la pollution des eaux). Les déchets produits ne sont pas émetteurs d'odeurs susceptibles de gêner le voisinage.</p> <p>Les résidus récupérés par la balayeuse lors des opérations de nettoyage sont envoyés dans un centre agréé de traitement des déchets. Les bordereaux de suivi des déchets sont conservés.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p><b>Article 40 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	C	<p>Les produits pouvant générer des poussières sont entreposés dans des bâtiments à l'abri des intempéries.</p> <p>L'exploitant mettra en place une surveillance de la qualité de l'air selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Un suivi trimestriel des retombées de poussières sera mis en place dans les 3 mois suivant l'enregistrement de l'activité.</p> <p>Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur devront être conformes à l'arrêté du 7 juillet 2009.</p> <p>La surveillance des retombées de poussières pourra se faire par la pose de 4 plaquettes (une témoin, et trois de mesures) positionnées selon la sensibilité de l'environnement extérieur et la direction des vents dominants (la rose des vents est présentée en Annexe 6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vent du sud-ouest</li> <li>- vent du nord-est</li> </ul> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt seront réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Le principe de</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
		<p>surveillance des retombées de poussière par la méthode des plaquettes est développé en Annexe 7. Le nombre et l'emplacement des plaquettes seront à valider par le prestataire choisi par l'exploitant: Une proposition de localisation des plaquettes et présentée en annexe 8.</p> <p>Les informations relatives à la vitesse et à la direction du vent seront fournies par le prestataire choisi pour la surveillance.</p>
<p><b>Article 41 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à :</p> <p>30 mg/Nm<sup>3</sup> ;</p> <p>1 kg/heure par point de rejet.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.</p>	C	<p>Les produits pouvant générer des poussières sont entreposés dans des bâtiments à l'abri des intempéries.</p> <p>L'exploitant mettra en place une surveillance de la qualité de l'air selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur respecteront l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt seront réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p>



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p>		
<p><b>Article 42 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p> <p>La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.</p>	C	<p>Les sources de bruit générées par l'activité proviendront essentiellement des opérations de déchargement et de chargement.</p> <p>Les véhicules de transport et les matériels manutentionnés utilisés seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. .</p> <p>SURVEYFERT n'utilisera aucun appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage.</p> <p>Les opérations de chargement / déchargement sont effectuées en période diurne (8h à 18h).</p>
<p><b>Article 43 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en <u>annexe I</u> du présent arrêté.</p> <p>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p> <p><b>Tableau 1. Niveaux d'émergence</b></p>	C	<p>L'exploitant mettra en œuvre un programme de mesures régulières afin de contrôler le niveau des émissions sonores générées par son activité.</p>

Prescription : Rubrique 2517			SO	Dispositions générales
<b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT</b> <b>existant dans les zones à</b> <b>émergence réglementée</b> <b>(incluant le bruit de</b> <b>l'installation)</b>	<b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE</b> <b>pour la période allant de 7</b> <b>heures à 22 heures,</b> <b>sauf dimanches et jours</b> <b>fériés</b>	<b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE</b> <b>pour la période allant de 22</b> <b>heures à 7 heures,</b> <b>ainsi que les dimanches et</b> <b>jours fériés</b>		
<b>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</b>	6 dB(A)	4 dB(A)		
<b>Supérieur à 45 dB(A)</b>	5 dB(A)	3 dB(A)		
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies <u>au point 1.9 de l'annexe I</u> du présent arrêté.</p>				
<b>Article 44 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>			C	<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention utilisés seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>SURVEYFERT n'utilisera aucun appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage.</p>
<b>Article 45 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b>			C	<p>Les activités du site ne sont pas à l'origine de vibrations.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.		
<b>Article 46 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b> <p>A l'exception de l'article 48, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus par l'installation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li> <li>— trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>— s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets,</li> <li>— s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p>	C	<p>L'activité ne produit pas de déchets toxiques.</p> <p>Les déchets sont stockés dans une zone dédiée.</p> <p>Les déchets font l'objet d'un tri sélectif.</p> <p>Les déchets sont stockés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les déchets sont pris en charge par des prestataires agréés et recyclés / valorisés ou éliminés par des filières adaptées.</p> <p>Le suivi des déchets se fait via un registre.</p> <p>Aucun brûlage n'est réalisé sur site.</p>
<b>Article 47 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>	C	<p>Les déchets sont stockés dans une zone dédiée puis pris en charge par des prestataires spécialisés.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>		
<p><b>Article 48 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p><b>(Arrêté du 22 octobre 2018, article 52)</b></p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « <u>l'arrêté du 12 décembre 2014</u> relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des <u>rubriques 2515, 2516 et 2517</u> et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la <u>rubrique 2760</u> de la nomenclature des installations classées ».</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de <u>l'arrêté du 29 février 2012</u> susvisé.</p>	C	Non concerné
<p><b>Article 49 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées <u>aux articles 50 à 53</u>. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par <u>l'arrêté du 7 juillet 2009</u> susvisé ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p>	C	<p>Les produits pouvant générer des poussières sont entreposés dans des bâtiments à l'abri des intempéries.</p> <p>Hors eaux pluviales, il n'y a pas de rejets liquides.</p>

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.		
<p><b>Article 50 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés.</p> <p>Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	SO	-
<p><b>Article 51 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'<u>annexe</u> du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des</p>	C	L'exploitant mettra en œuvre un programme de mesures régulières afin de contrôler le niveau des émissions sonores générées par son activité



Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales								
<p>conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p>										
<p><b>Article 52 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b></p> <p>La mesure des eaux pluviales polluées (EPp) est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <table><tr><th>POLLUANTS</th><th>FRÉQUENCE</th></tr><tr><td><b>DCO (sur effluent non décanté).</b></td><td>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</td></tr><tr><td><b>Matières en suspension totales.</b></td><td>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</td></tr><tr><td><b>Hydrocarbures totaux.</b></td><td>- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</td></tr></table> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	POLLUANTS	FRÉQUENCE	<b>DCO (sur effluent non décanté).</b>	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.	<b>Matières en suspension totales.</b>	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;	<b>Hydrocarbures totaux.</b>	- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.	C	<p>Une mesure des rejets d'eaux pluviales sera effectuée par l'exploitant.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
POLLUANTS	FRÉQUENCE									
<b>DCO (sur effluent non décanté).</b>	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.									
<b>Matières en suspension totales.</b>	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;									
<b>Hydrocarbures totaux.</b>	- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.									

Prescription : Rubrique 2517	SO	Dispositions générales
<b>Article 53 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b> Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de <u>l'arrêté du 17 juillet 2009</u> susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	SO	Pour information
<b>Article 54 de l'arrêté du 10 décembre 2013</b> La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	SO	Pour information

## **14. DEMANDE D'AMENAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES**

### **14.1. DEMANDE DE DEROGATION A L'ARTICLE R.512-46-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Pour des raisons techniques, nous sollicitons une dérogation à l'article R.512-46-4 du Code de l'environnement relative à l'échelle employée au niveau du plan de masse de l'installation (1/500 au lieu de 1/200).

### **14.2. DEMANDE DE DEROGATION A L'ARTICLE 31 DE L'ARRETE DU 10 DECEMBRE 2013**

L'article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que :

*Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.*

*Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.*

*Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.*

*Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.*

*Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.*

*En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.*

*Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.*

La mise en place d'un réseau d'eaux pluviales avec 2 séparateurs à hydrocarbures est prévue au niveau de l'extension du site comportant les 2 projets de magasins (cf. Dossier d'Enregistrement ICPE au titre de la rubrique 2517-1 au chapitre 11.3 et plan en figure 1 ci-après).

Concernant les magasins et terre-pleins existants, qui ont fait antérieurement l'objet de déclarations ICPE, seul le magasin principal dispose d'un système de gestion des eaux pluviales avec séparateur à

Adresse de votre agence SOM LIGERON : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

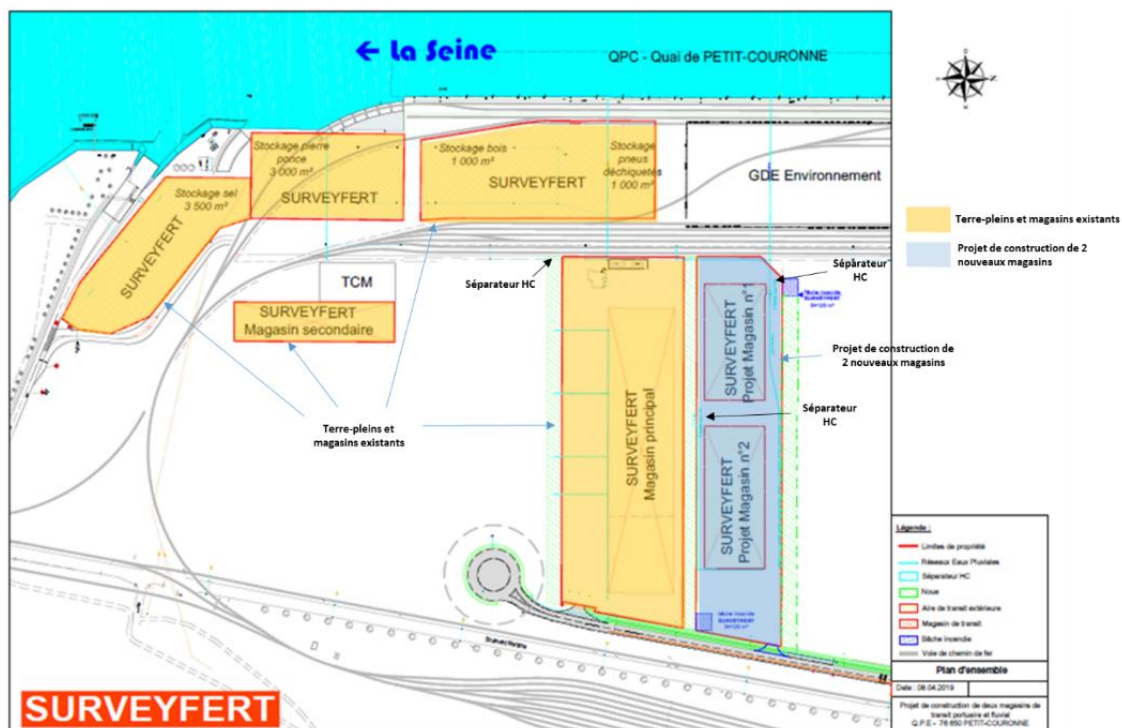
Siège Social : ORTEC - Parc de Pichaury - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

hydrocarbures en sortie de noue. Aucune création de nouveaux espaces imperméabilisés n'est créée au niveau de ces aires déjà existantes.

En conséquence, d'un point de vue technique et financier, nous sollicitons une dérogation à cet article pour ces emplacements de transit historiques.

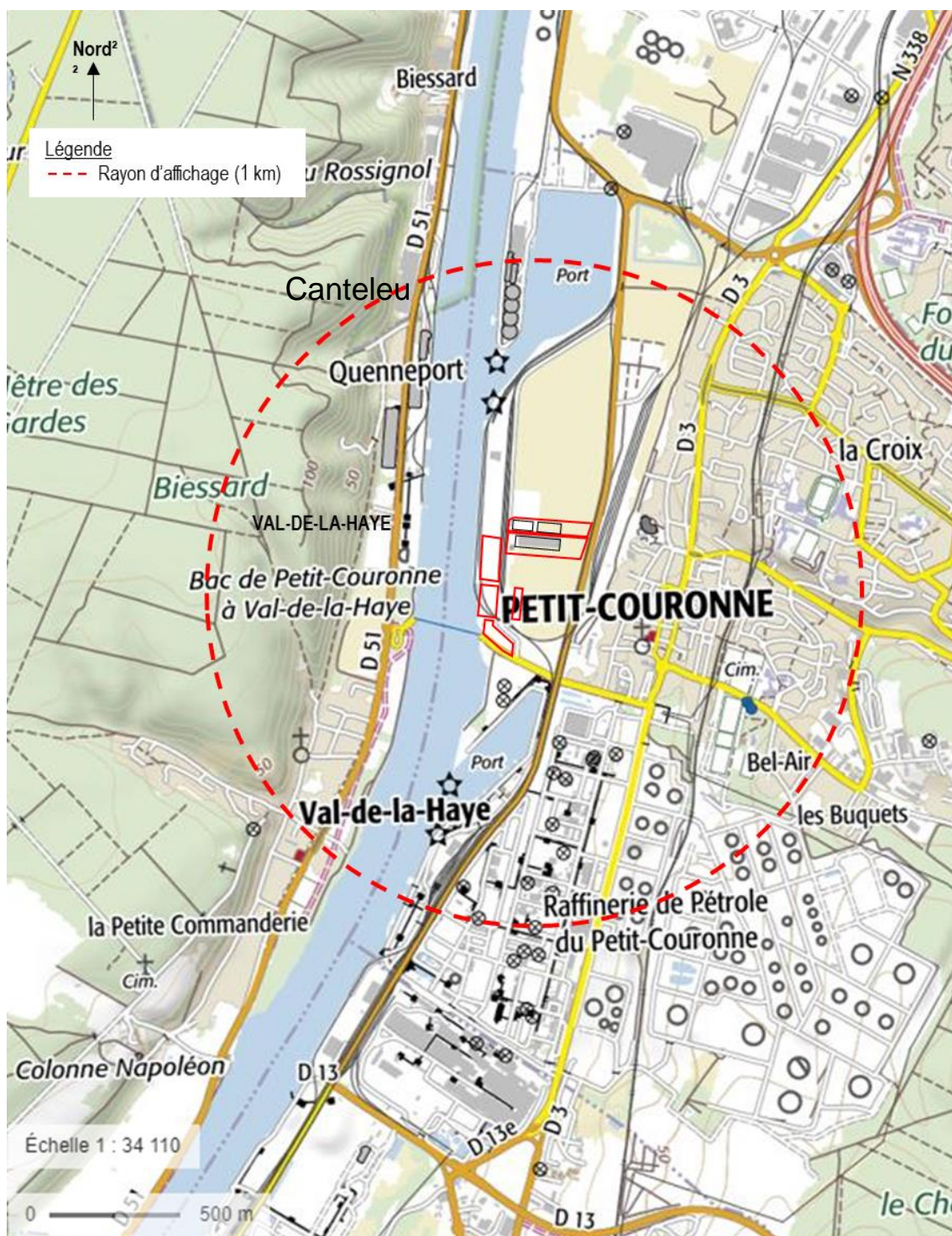
Notons, qu'aucune activité de maintenance de véhicules ou d'engins n'est effectuée sur ces aires qui servent uniquement à l'entreposage et au chargement/déchargement de produits inertes.



**Figure 23 : Site surveyfert de Petit-Couronne**



## ANNEXE 1 PLAN A L'ECHELLE 1/25000 (P.J. N°1)



Adresse de votre agence **SOM LIGERON** : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

## **ANNEXE 2 : PLAN A L'ECHELLE 1/2500 (P.J. N°2)**



**Plan CADASTRAL 1/2500**

## **ANNEXE 3 : PLAN D'ENSEMBLE A L'ECHELLE 1/500 (P.J. N°3)**

**Plan Masse 1/500**

## **ANNEXE 4 : RECEPISSE DE DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE (P.J.10)**

Récépissé du Permis de construire



## ANNEXE 5 : DIMENSIONNEMENT SEPARATEUR HC

### DETERMINATION DU SEPARATEUR A HYDROCARBURES



*Redonnons le meilleur à la terre*

**\* DONNEES :**

Surface de captage (S) :	9700 m <sup>2</sup>
Pluviométrie prise en compte (P) :	0,030 l/s/m <sup>2</sup>
Type de surface :	Surface imperméable (coefficient : 1)

**\* calcul du débit de pointe par la pluviométrie**

$$Q = S \times P \times C$$

$$Q = 9700 \text{ m}^2 \times 0,03 \text{ l/s/m}^2 \times 0,9 = 261,90 \text{ l/s}$$

application ensuite du coefficient 20% soit 52,4 l/s

matériel proposé : séparateur à hydrocarbures 53 l/s avec by-pass et amorce de rehausse

Les caractéristiques des séparateurs à hydrocarbure sont présentées ci-après.



*Redonnons le meilleur à la terre*

10, Rue Richedoux  
 50480 Sainte Mère Eglise  
 Tel: +33 (0)2 33 95 88 00  
 Fax: +33 (0)2 33 21 50 75  
 www.simop.fr simop@simop.fr

**DEVIS N° : RQ201816**

A l'attention de : **HOFFMAN ERIC**

Chantier : **SURVEFER /TPR**

DEVIS N° : RQ201816

**Rappel de vos données :**

débit imposé de : 53 l/s

**RTO SOTTEVILLE**

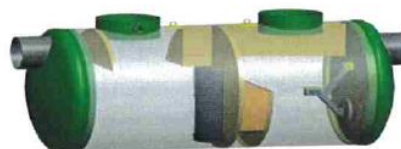
ZA DE SOTTEVILLE EST  
 6, CHEMIN DE LA MI-VOIE  
 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN  
 TEL : 06 03 80 63 60  
 FAX : 02 32 91 15 75  
 E-Mail: e.hoffman@h-tube.com



Suite à votre demande, veuillez trouver ci dessous notre meilleure offre concernant :

Séparateur d'hydrocarbures à coalescence CE en PRV avec débourbeur et bypass.

Débit traité : 53 l/s



## **DESCRIPTIF :**

Appareil préfabriqué destiné à piéger les hydrocarbures, boues et matières lourdes contenues dans les eaux de ruissellement. Le fonctionnement est basé sur la séparation gravitaire de matières non solubles dans l'eau. Les cellules ont pour but d'accélérer cette séparation, par effet de coalescence des gouttelettes d'hydrocarbures, et également d'améliorer le rendement séparatif par rapport à un appareil de type statique.

Cet appareil est particulièrement adapté pour le pre-traitement de grandes surfaces de capatage (pistes d'aéroport, voiries, parking, etc ...) car il est équipé d'un déversoir d'orage en aval du débourbeur permettant d'absorber les débits de pointe (orage décennal). Le débit nominal (ou débit traité) du séparateur d'hydrocarbures est limité suivant les cas à une pluie de fréquence inférieure (1 ou 2 mois). En effet, il est important de traiter intégralement les premières pluies qui sont les plus polluées (lessivage des surfaces pendant les premières minutes de la pluie).

Appareil constitué de fonds en polyester armé de fibres de verre conformément à la norme NF EN 858-1.

La virole est fabriquée suivant la technique éprouvée de l'enroulement filamentaire qui lui assure une excellente rigidité et une homogénéité des épaisseurs.

<b>Débit nominal :</b>	53 l/s	<b>Poids total :</b>	851 Kg	<b>Charge superficielle :</b>	3,29 m²/l/s
<b>Débit de Pointe :</b>	265 l/s	<b>Diametre :</b>	1 900 mm	<b>Vitesse séparation :</b>	1,10 m/h
<b>Niveau de rejet :</b>	Classe 1 (5 mg/l)	<b>Longueur totale :</b>	5 512 mm	<b>Surface de contact :</b>	174 m²
<b>Trou d'homme :</b>	750 mm	<b>Diam. entrée/sortie :</b>	500 mm	<b>Rétention hydrocarbures :</b>	820 l
<b>Materiau :</b>		<b>Vol. débourbeur :</b>	5 300 l		

Appareil prévu pour la pose en nappe ou en terrain hydromorphe

Les calculs ne tiennent pas compte de présence de détergent dans les effluents

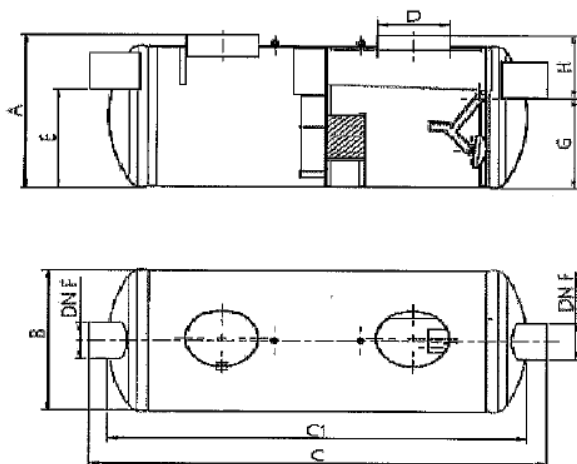
Si vous n'avez pas reçu la totalité des documents indiqués ci-dessus, nous vous remercions de bien vouloir contacter l'auteur en appelant le :

**Tél: +33 (0)2 33 95 88 00**

29/04/2019 15:16:23

Page 1 sur 5

DEVIS N° : RQ201816



Référence	A	B	C	C1	D	E	F	G	H	Vol. deb.
SH3/201816	2 050	1 900	5 512	5 112	750	1 330	500	1 230	820	5 300 l

### **INSTALLATION :**

En cas de pose hors nappe ou hors terrain hydromorphe, voir la fiche de pose P050.

En cas de pose en nappe ou en terrain hydromorphe, voir la fiche de pose P053.

Si vous n'avez pas reçu la totalité des documents indiqués ci-dessus, nous vous remercions de bien vouloir contacter l'auteur en appelant le :

**Tél: +33 (0)2 33 95 88 00**

29/04/2019 15:16:23

Page 2 sur 5

Adresse de votre agence **SOM LIGERON** : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

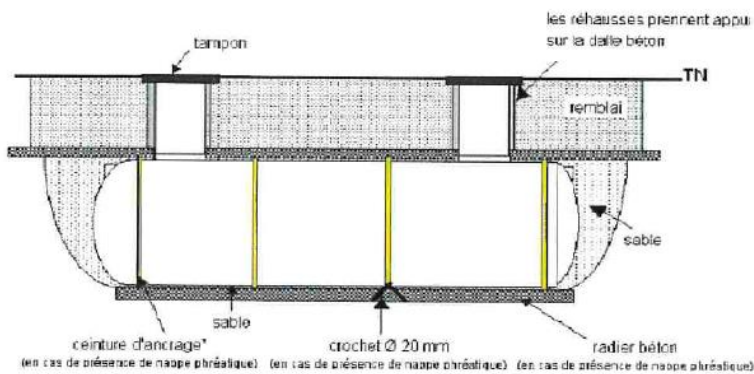
Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

DEVIS N° : RQ201816

**Nota : si la cote H est supérieure à 0,5 mètre, prévoir une dalle de reprise des charges au-dessus de l'appareil avant le remblaiement**



\* nombre en fonction de la longueur de la cuve

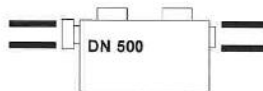
#### RACCORDEMENTS ENTREE ET SORTIE

En fabrication standard les manchettes entrée/sortie sont à bout mâle pour raccorder sur une canalisation de DN 500 (diamètre extérieur)

Dans ce cas des manchons souples seront à prévoir par l'entreprise installatrice afin de raccorder l'appareil aux canalisations.

commande :

Nature canalisation : .....  
 Diamètre extérieur : .....  
 Diamètre intérieur : .....



En l'absence de ces éléments lors de la commande, l'appareil sera fabriqué avec notre standard sans possibilité de modification.

### **ENTRETIEN :**

Le déboureur doit être vidangé au minimum 1 fois par an ou dès que la quantité de boues atteint les deux tiers du volume du déboureur.

Le compartiment séparateur doit être vidangé au minimum 1 fois par an ou dès que le volume maximum de stockage des hydrocarbures est atteint ou lorsque l'alarme de niveau des hydrocarbures se déclenche.

A chaque visite et après chaque vidange, vérifier que l'obturateur permet à l'effluent de s'évacuer par la canalisation de sortie.

Après chaque vidange, effectuer la remise en eau complète de l'appareil.

Si vous n'avez pas reçu la totalité des documents indiqués ci-dessus, nous vous remercions de bien vouloir contacter l'auteur en appelant le :

**Tél: +33 (0)2 33 95 88 00**

29/04/2019 15:16:23

Page 3 sur 5

Adresse de votre agence **SOM LIGERON** : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation





Alarme de niveau pour séparateurs d'hydrocarbures  
 Alimentée par panneau solaire

*Redonnons le meilleur à la terre*

**4981**

22/12/2017

## UTILISATION

Ce système d'alarme permet de détecter le niveau d'hydrocarbures dans le compartiment du séparateur avant obturation.  
 L'alarme photovoltaïque est adaptée pour les sites isolés où il n'y a pas d'alimentation en électricité disponible.  
 De plus, la cellule photovoltaïque permet de produire l'électricité nécessaire à l'installation par transformation d'une partie du rayonnement solaire.

## PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

L'unité de commande peut contrôler jusqu'à 6 sondes installées sur 2 séparateurs différents (3 sondes par cuve). Elle contrôle l'état des sondes connectées toutes les 30 minutes (fréquence réglable). L'état en cours est affiché sur l'écran à cristaux liquides 2x16 situé sur la face avant de l'unité.  
 La détection d'hydrocarbures se fait par conductivité, l'eau se comporte comme un conducteur alors que les hydrocarbures se comportent comme des isolants.  
 La sonde est constituée de 2 parties en inox, lorsque l'une des deux parties est plongée dans les hydrocarbures, un signal est envoyé vers le boîtier de commande qui déclenche l'alarme.

L'unité de commande détecte la condition d'alarme du capteur.  
 L'unité se décline en deux versions :  
 - l'une signale les alarmes à l'aide d'un signal visuel et sonore,  
 - la seconde transmet l'état des sondes par GSM (SMS sur téléphone mobile).  
 Un signal d'alarme centralisé, un modem, ou tout dispositif d'alarme externe peut également être relié au relais.

## CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Température ambiante : -20°C à 50°C  
 6 entrées capteur  
 Tensions d'alimentation : 12 Vcc  
 Sortie relais : 12Vcc, 100mA  
 Protection boîtier : IP65  
 Sécurité intrinsèque : [EX ia] IIC (-20°C ≤ Ta ≤ +50°C)  
 Certification ATEX : Baseefa08ATEX0171X  
 Longueur de câble de la sonde : 5 m

## INSTALLATION

Se reporter à la notice de pose :  
 - P066 pour les séparateurs d'hydrocarbures en PE,  
 - P067 pour les séparateurs d'hydrocarbures en acier.

Un manuel d'installation et d'utilisation est livré avec l'alarme.  
 La longueur maximale du câble de la sonde est de 200 m.  
 L'ensemble des branchements doit être réalisé par un professionnel, une assistance peut être proposée en option.  
 Il est primordial que le panneau solaire soit orienté vers le sud, que sa ligne de vue vers le soleil soit dégagée et qu'il soit exempt de corps étranger (ex : feuilles)



Alarme alimentation panneau solaire - gyrophare en série

## MAINTENANCE

Les sondes peuvent être exposées à des environnements difficiles. Il est recommandé de les inspecter et de les nettoyer régulièrement.  
 L'unité de commande ne contient aucune pièce dont la maintenance est susceptible d'être réalisée par l'utilisateur. Pour toute réparation, nous consulter.

## CONSEILS ET NORMES

L'alarme de détection de niveau des hydrocarbures permet de satisfaire les exigences de la norme EN 858 qui impose sa mise en place pour l'utilisation d'un séparateur d'hydrocarbures.

Référence	Désignation
ANH22/14506	Alarme hydro visuelle et sonore IP65 avec panneau solaire
ANH22/14507	Alarme hydro visuelle et sonore IP65 + GSM avec panneau solaire

### Options :

SNH/14200	Capteur de détection du niveau d'hydrocarbure
SNB/14240	Capteur de détection du niveau de boue
SNL/14210	Capteur de détection du niveau de liquide
SP102-21	Patte inox pour fixation sonde de boue dans SH acier
MR-ANH	Manchon de raccordement ATEX
CR-ANH	Rallonge de câble 2 fils (pour sonde hydro)
CR-ANH-3	Rallonge de câble 3 fils (pour sondes boue et liquide)

**SIMOP**

10 rue Richedoux 50480 SAINTE-MÈRE-ÉGLISE - FRANCE - Tél. +33(0)2 33 95 88 00 - Fax +33(0)2 33 21 50 75  
 www.simop.com - e-mail : simop@simop.fr

Document non contractuel. Les cotes (en mm) sont données à titre indicatif et peuvent être modifiées sans préavis.



*Redonnons le meilleur à la terre*

## Alarme de niveau hydrocarbures

4982

13/04/2011

### UTILISATION

Ce système d'alarme permet de détecter le niveau d'hydrocarbures dans le compartiment du séparateur avant obturation. L'alarme est adaptée pour les nouveaux sites où l'alimentation électrique est facilement accessible, rendant ainsi l'installation efficace et économique.

### PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

L'unité de commande peut contrôler jusqu'à 3 sondes. Elle contrôle l'état des sondes connectées toutes les 30 minutes (fréquence réglable). L'état en cours est affiché sur l'écran à cristaux liquides 2X16 situé sur la face avant de l'unité.  
 La détection d'hydrocarbures se fait par conductivité, l'eau se comporte comme un conducteur alors que les hydrocarbures se comportent comme des isolants.  
 La sonde est constituée de 2 parties en inox, lorsque l'une des deux parties est plongée dans les hydrocarbures, un signal est envoyé vers le boîtier de commande qui déclenche l'alarme.

L'unité de commande détecte la condition d'alarme du capteur : l'unité se décline en deux versions :  
 - l'une signale les alarmes à l'aide d'un signal sonore.  
 - la seconde transmet l'état des sondes par GSM (SMS sur téléphone mobile)  
 Un signal d'alarme centralisé, un modem, ou tout dispositif d'alarme externe peut également être relié au relais.

### CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Température ambiante: -20°C à 50°C  
 3 entrées capteur  
 Tensions d'alimentation: 230 VAC ±10%  
 Sortie relais: 230 Vac, 3A  
 Protection boîtier: IP65  
 Sécurité intrinsèque: [EX ia] IIC (-20°C ≤ Ta ≤ +50°C)  
 Certification ATEX: Baseefa08ATEX0110X  
 Longueur de câble de la sonde : 5 m

### INSTALLATION

Se reporter à la notice de pose  
 - P083 pour les séparateurs d'hydrocarbures en acier,  
 - P084 pour les séparateurs d'hydrocarbures en PE.  
 Un manuel d'installation et d'utilisation est livré avec l'alarme.  
 La longueur maximale du câble de la sonde est de 200 m.  
 L'ensemble des branchements doivent être réalisés par un professionnel, une assistance peut être proposée en option.



Alarme SIMOP

### MAINTENANCE

Les sondes peuvent être exposées à des environnements difficiles. Il est recommandé de les inspecter et de les nettoyer régulièrement. L'unité de commande ne contient aucune pièce dont la maintenance est susceptible d'être réalisée par l'utilisateur. Pour toute réparation, nous consulter.

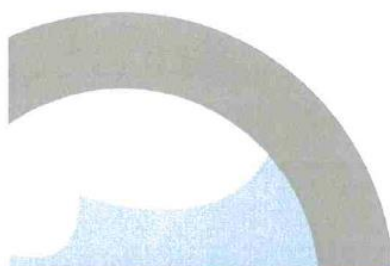
### CONSEILS ET NORMES

L'alarme de détection de niveau d'hydrocarbures permet de satisfaire les exigences de la norme EN858 qui impose son utilisation pour l'utilisation d'un séparateur d'hydrocarbures.

Référence	Désignation
ANH22/14320	Alarme hydro visuelle et sonore IP65
ANH22/15200	Alarme hydro visuelle et sonore IP65 + GSM

#### Options :

SNB/14220	Capteur de détection du niveau de boue
SNL/14210	Capteur de détection du niveau de liquide
CR-ANH	Rallonge de câble ATEX
MR-ANH	Manchon de raccordement ATEX



**SIMOP**

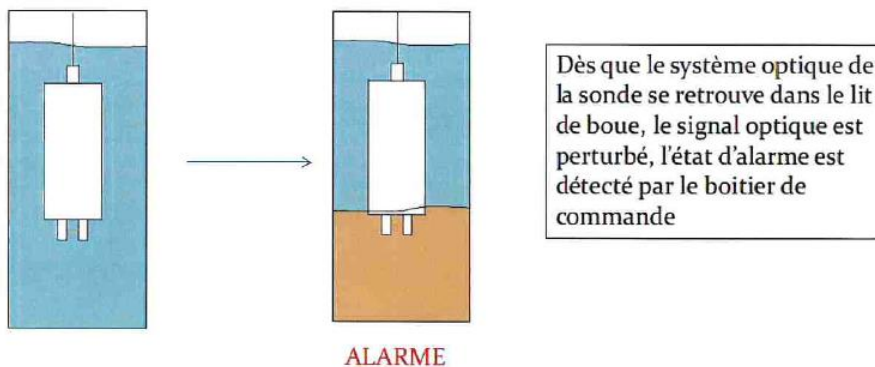
10 rue Richedoux 50480 SAINTE-MÈRE-ÉGLISE - FRANCE - Tél. +33(0)2 33 95 88 00 - Fax +33(0)2 33 21 50 75  
 www.simop.com - e-mail : simop@simop.fr

Document non contractuel. Les cotes (en mm) sont données à titre indicatif et peuvent être modifiées sans préavis.





- La sonde de niveau boue: SNB/14220

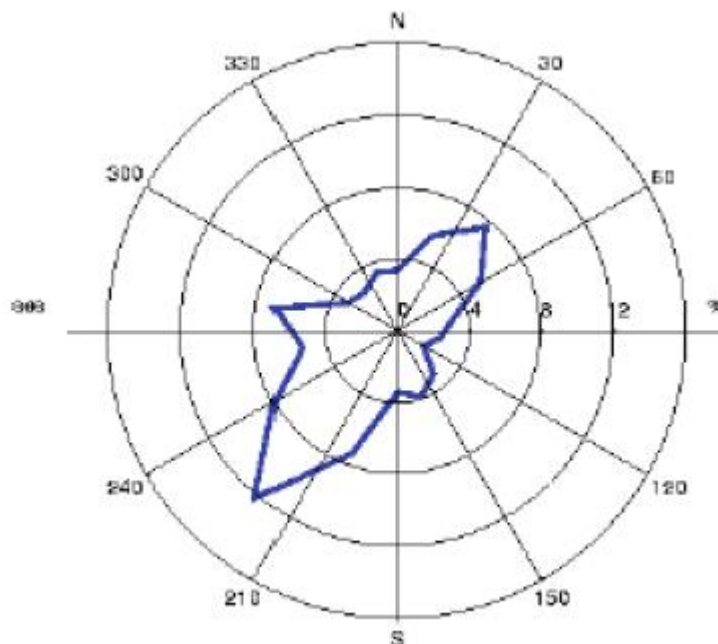


## ANNEXE 6 : METEOROLOGIE

D'après la rose des vents annuelle à la station Météo-France de Rouen-Boos, située à 12 km à l'est du projet, les principales observations suivantes peuvent être faites :

- Prépondérance des vents provenant d'un large secteur sud-ouest (vents de 200 à 300°) avec une occurrence globale de 45,7 % du temps en moyenne sur l'année. Ces directions constituent le principal secteur d'origine des vents.
- Les vents faibles (1,5 à 4,5 m/s) sont minoritaires et ne représentent que 9,2 % des fréquences ; les vents de vitesse moyenne (4,5 à 8 m/s) viennent majoritairement de l'ouest (280 à 300°) et du nord-est (0 à 60°) ; ils représentent 57,0 % des occurrences. Les vents les plus soutenus (> 8 m/s), moins fréquents (33,8 % du temps), sont majoritairement de direction sud-ouest (200 à 280°).

La figure suivante illustre la provenance des vents enregistrée à la station de Boos.



**Figure 24 : Rose des vents de la station de Rouen - Boos**

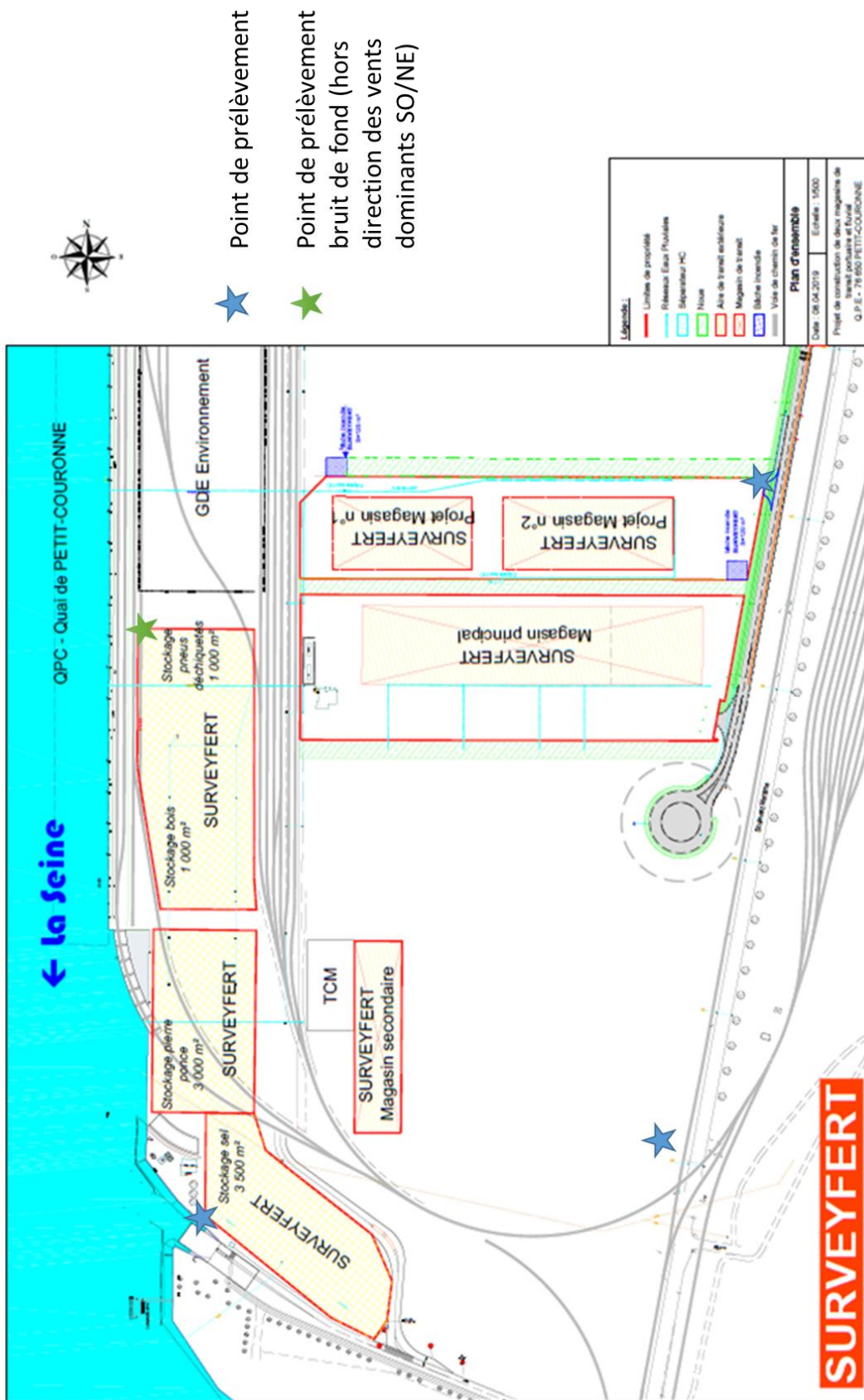
## **ANNEXE 7 : METHODE DES PLAQUETTES**

Les plaquettes de dépôt ou plaquettes DIEM permettent de mesurer les retombées atmosphériques sèches afin de connaître l'impact des retombées de poussières atmosphériques dues à l'activité d'un site industriel. Cette étude est effectuée conformément à la norme NF X 43-007 et à la réglementation en vigueur s'appliquant sur le site (arrêté préfectoral du site, arrêté type ou arrêté ministériel spécifique).

Le principe est basé sur l'exposition de plaquettes métalliques recouvertes d'un enduit adhésif sur lesquelles se déposent les retombées atmosphériques sèches.

Après exposition dans l'air ambiant, les plaquettes sont traitées par un solvant destiné au recueil de l'enduit adhésif chargé des poussières. Les matières particulaires sont séparées de l'enduit par filtration, puis séchées. La détermination de la masse du dépôt est réalisée par pesée. La teneur moyenne en poussières est exprimée en milligramme par mètre carré et par jour.

## **ANNEXE 8 : POINTS DE PRELEVEMENTS DES POUSSIÈRES**



Adresse de votre agence **SOM LIGERON** : 152/160 Avenue Aristide Briand CS30017 92220 BAGNEUX Cedex

Établissements de la Société Anonyme à conseil d'administration SOM au capital de 3 509 984 Euros - 325 444 693 R.C.S. Aix-en-Pce - N° d'identification T.V.A. : FR 88325444693

Siège Social : ORTEC - Parc de Pichauray - 550 rue Berthier BP 348000 13799 Aix en Provence Cedex3 Tél : 04 42.12.12.12 - Fax : 04 42.12.13.14

Ce document est la propriété de SOM, et ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation

## **ANNEXE 9 : DEMANDES AVIS PROPRIETAIRE ET MAIRIE (P.J. N°8 ET 9)**



**Insérer demandes avis propriétaire et mairie signée**